

L'excellence

– Rapport d'activités 2014 –



Bamako, Septembre 2015



François Koné, Responsable DEF



Wélé Fatoumata Sow, Responsable DIC



Boubacar Bougoudogo, Responsable DER



Moussa Coulibaly, Responsable DAF



Wélé Badiégué Diallo, comptable



Djénéba Diarra, assistante de recherche



Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif

Table des matières

Résumé exécutif	3
1. Etudes et recherche.....	5
1.1. Démocratie et Gouvernance	5
1.2. Evaluation.....	11
1.3. Analyse budgétaire	17
1.4. Pauvreté et privations	23
1.5. Offres diverses d'études et de recherche	26
2. Enquêtes	32
3. Formation et renforcement des capacités	35
3.1. Ateliers de formation.....	35
3.2. Renforcement de capacités.....	38
4. Communication et information	39
5. Publications	41
5.1. Les Great_Cahiers	41
5.2. Le Great_Savoir	42
5.3. Base de connaissances.....	44
6. Partenariat.....	44
6.1. Institutions de recherche.....	45
6.2. Administration publique.....	45
6.3. Société civile	45
6.4. Partenaires techniques et financiers	45
7. Fonctionnement institutionnel.....	46
7.1. Programmation et responsabilisation des activités.....	46
7.2. Réunions statutaires.....	47
7.3. Manuel de procédure	47
8. Suivi budgétaire.....	49
8.1. Système de gestion	49
8.2. Structure des dépenses	49
8.3. Sources de financement.....	50
9. Programme d'activités 2015	50

Avant propos

Si j'étais excellent, je serais contre l'excellence



Notre monde est peuplé de médaille et de prix, internationaux et nationaux. Au plan international, qu'il suffise de citer les prix Nobel (physique, chimie, médecine, littérature, paix et sciences économiques) et ceux d'Einstein pour la science, de Turing pour l'informatique, de Fields pour les mathématiques ou du prix international pour l'alimentation. Ces prix ont consacré des célébrités comme Röntgen pour sa découverte des rayons x, les pères du prud'homme ou de la Croix-Rouge, Frisch et Tinbergen pour les sciences économiques, etc. Le Mali a institué la même année que la France, 1963, son ordre national, suivant les mêmes stratifications en 3 grades (chevalier, officier, commandeur) et 2 dignités (grand officier et grand-croix). Cela marquait une rupture avec des pratiques ancestrales sans doute pas suffisamment explorées comme le Ciwara ("bête de labour") dont l'origine réside dans les travaux champêtres contrairement aux lointains ancêtres des ordres modernes, plutôt guerriers ou religieux.

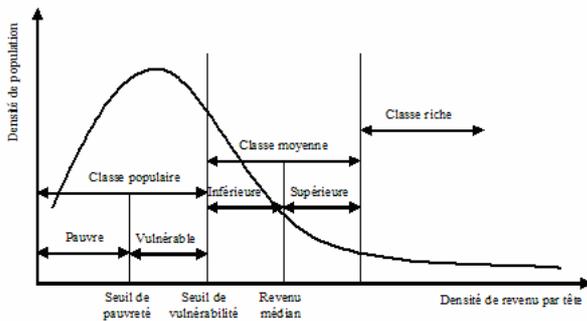
A la suite des ordres de l'honneur et du mérite, une myriade de prix d'excellence a été créée à travers le monde. Tout, ou presque, peut être désormais récompensé, l'entreprise, l'équipe sportive, le joueur, l'étudiant, etc. L'honneur est côtoyé par des médailles de toutes sortes et des espèces sonnantes et trébuchantes, la gloire est tutoyée par l'argent, l'admiration par le privilège. C'est l'exaltation de l'effort et de la performance, un véritable darwinisme opposant les meilleurs aux losers, ces derniers étant faits coupables de n'avoir pas su ou pu grimper à l'arbre de l'excellence, pardon sur le podium. Le meilleur est désormais celui qui gagne puisque celui qui gagne est le meilleur.



Il est heureux que le mérite soit reconnu, distingué et valorisé. Le méritant n'en est que plus fier, plus enclin à se surpasser perpétuellement pour son bonheur et probablement pour le bien-être de la collectivité ne serait-ce que par l'exemple et donc la multiplication de singularités jusqu'à l'élargissement de sa base. Mais force est de constater que l'excellence ne peut ou n'a jusqu'ici pas pu se généraliser. En conséquence, l'exaltation de l'excellence au trône de la consécration est célébration de quelques singularités individuelles même si la réussite est décrétée être à la portée de tout le monde, au moins de tous ceux qui se tuent à la tâche, à l'effort et au sacrifice.

Nous sommes peut être égaux dans la compétition au mérite, mais seulement une portion atone d'entre nous y accède. Heureux si ce ne sont pas toujours les mêmes sur le toit du monde, dans la science, la fortune, la guerre et la paix. Malheureusement, dans un monde où il est demandé à tout le monde d'exceller, l'échec est alors infamant au lieu d'être perçu comme une occasion de correction des imperfections, d'innovation, une occasion de chercher à prendre conscience de ses limites pour chercher sereinement à les surpasser. Le culte de l'excellence est mondialisé, évangélisé chez certains, fétichisé chez d'autres et singé ailleurs. Personne n'y échappe, pas plus les vainqueurs du monde que les damnés de la terre. Tout le monde peut avoir ses bourses d'excellence, ses médailles sportives, ses coupes et prix d'excellence, qui pour récompenser les inégalités, l'arrogance, le pillage ou la collaboration, tout y passe.

En exaltant l'excellence, certes on crée l'émulation et on encourage l'effort et le don de soi, mais parallèlement on brise l'unité du tout au profit d'une infime partie et pas seulement l'unité des médiocres mais l'unité tout court voire l'homogénéité ou l'égalité des sujets. Et si l'on n'y prend garde, les bonnes intentions de départ peuvent finir par pourrir l'environnement, pourrir les relations entre Etats, entre camarades puisque les derniers ou les mauvais ne sont pas bienvenus au club de la réussite. Les derniers du classement doivent en plus contempler le club des meilleurs puisqu'ils sont coupables de leur échec, incapables qu'ils ont été d'accéder à un ouvert fermé à la compétition.



Si l'excellence n'est pas capable de rendre heureux un plus grand nombre d'individus, alors, autant travailler à l'émergence d'individus moyens en plus grand nombre, l'émergence de la classe moyenne, qui enrôlerait facilement la moitié de la population. Il serait ainsi plus utile de lutter non pas pour l'éclosion des premiers même pas pour aider les derniers mais pour aligner les gens sur la moyenne, réduire

l'inégalité au lieu d'aiguiser l'élitisme ou de lutter contre la misère. Au Mali, les pauvres seraient aujourd'hui 40% de la population et si l'on admet que 10% de cette même population sont des riches, on a 50% de maliens moyens pardon de classe moyenne à raison de 30% de moyens inférieurs et de 20% de moyens supérieurs. Donner plus de richesse à cette nouvelle majorité serait le chemin de la prospérité et de l'émergence tout court.

Mais à quoi bon être moyen quand on peut exceller? Non, si l'on peut être excellent pour le bien du groupe, sans se détacher du groupe ni saper son unité polaire. Bien sûr, la possibilité d'ascension sociale par l'effort est séduisante mais si tout le monde consent volontairement et effectivement de l'effort, pourquoi tout le monde n'irait pas de l'avant, est-ce une autre sélection darwinienne invisible. Si l'effort inlassable suffisait à accéder à un mieux être, comment comprendre autant d'inégalités entre une minorité possédante et une majorité dépourvue, inégalités que les crises successives aggravent comme si l'ascenseur social était grippé. C'est pourquoi la moyennisation aussi de la société est un autre paradigme séduisant. Pourvu qu'elle soit effectivement élargissement de la classe moyenne et non retour ou maintien de la prévalence moyenâgeuse dans bien de domaines de la vie sociale. Quoi qu'il advienne, la base de la classe moyenne sera toujours plus large que celle de l'excellence.

Il vaut encore mieux travailler à l'égalité des chances pour non pas juste accéder au podium mais pour exceller, non pas pour soi ou en soi mais pour le bien collectif. Il s'agit de cette égalité qui ne renvoie pas sur les derniers de la compétition la responsabilité de leur rang et donc qui n'accable pas les perdants qu'ils ne se sont pas tués à la tâche comme les gagnants. C'est extraordinaire qu'il y ait encore vie chez les éternels classés derniers. S'il y a encore des gens heureux dans des contrées invariablement classées dernières du monde c'est qu'on peut être heureux sans être excellent sans jamais être premier. Il faut vivre sa vie et pleinement sinon comment ferait-on encore de la dialectique après Hegel, jouer de la kora après Sidiki Diabaté ou faire de la littérature après Djéli Baba Sissoko.



Résumé exécutif

Ce rapport rend compte des activités menées par GREAT au cours de l'année 2014. Parmi ces activités figurent les études et recherche, les enquêtes, la formation et le renforcement de capacités, la communication et l'information, les publications. Le suivi budgétaire, le fonctionnement institutionnel de Great ainsi que ses partenariats multiformes se sont aussi poursuivis normalement. En plus de l'aperçu des activités menées au cours de l'année écoulée, le rapport finit par une programmation sommaire des activités à mener au cours de l'exercice à venir (2015). Les travaux d'études et de recherche sont regroupés sous 5 thématiques principales à savoir Démocratie et gouvernance, Evaluation, Analyse budgétaire, Pauvreté et privation. Ce sont:

- Démocratie et gouvernance
 - ✓ Perceptions populaires des causes et conséquences du conflit du Nord
 - ✓ Perceptions populaires des acteurs du conflit du Nord
 - ✓ La question ethnique au Mali
 - ✓ L'état d'esprit des maliens reflète un regain d'espérance
- Evaluation
 - ✓ Cadrage macroéconomique du Mali
 - ✓ Impact socioéconomique de l'extraction minière sur les communautés rurales
 - ✓ Impact des APE sur les recettes douanières du Mali
 - ✓ Evaluation du programme GPRHCS au Mali
- Analyse budgétaire
 - ✓ Analyse de la gestion des finances publiques
 - ✓ Analyse du budget social de l'Etat du Mali
 - ✓ Evaluation des finances publiques de la Tunisie
- Pauvreté et privations
 - ✓ Analyse de la situation des enfants au Mali
 - ✓ Construction d'une matrice de comptabilité sociale
- Offres diverses d'études et de recherche.

Pour fournir les données nécessaires aux études et recherches, les enquêtes suivantes ont été conduites:

- World Economic Forum (WEF)
- Open Budget Index (OBI)
- Afrobaromètre round 6
- FAFO.

Dans le cadre de la mobilisation de ressources, diverses offres ont été adressées à des partenaires et collaborateurs. On citera, entre autres:

- Offre pour la documentation des indicateurs du cadre logique du Programme conjoint MGF/E UNICEF-UNFPA et l'étude CAP dans 60 villages des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso
- Offre pour augmenter la performance du modèle de prévision du cadre budgétaire à moyen terme
- Offre pour l'appui à la mise en place d'outils de suivi-évaluation du FIBANI – Étude sur la situation de départ

- Offre pour l'évaluation du potentiel de développement économique local – Cas d'une Commune urbaine et d'une commune rurale
- Offre pour la formation des cadres de la DNPD sur les modèles de prévision macroéconomiques
- Offre pour une étude sur les utilisateurs de drogue injectable dans la commune urbaine de Sikasso
- Offre pour l'évaluation d'impact du Programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA) financé par la Banque ouest africaine de développement (BOAD) et mis en œuvre au Mali.

En matière de formation et de renforcement de capacités, on distingue les formations dispensées par le personnel de GREAT des formations reçues par le personnel GREAT (renforcement de capacité). Ce sont au total

- 6 ateliers de formations animés par GREAT
 - ✓ formation des journalistes sur la présentation et la communication sur les résultats des enquêtes Afrobaromètre
 - ✓ formation HHA (Harmonization for health in Africa) de la société civile, des parlementaires et des médias en analyse des budgets et plaidoyer pour la santé de la mère et de l'enfant
 - ✓ formation OBI à Madagascar
 - ✓ formation des cadres du CSLP et des CPS en analyse des données sous SPSS et rédaction de rapport d'études
 - ✓ formation des OSC en analyse budgétaire au Burkina Faso
 - ✓ formation des cadres de la santé, du développement social, de la promotion féminine et du PNLE
- 2 ateliers de renforcement de capacités du personnel GREAT
 - ✓ Afrobarometer communication capacity-building workshop (Cape Town)
 - ✓ Afrobarometer summer school (Cape Town).

Au titre des publications, 4 rapports de recherche dans "Les Great_Cahiers" et 12 Policy briefs (1 par mois) dans "Le Great_Savoir" ont été publiés au cours de l'année 2014. Par ailleurs, la mise à jour quotidienne de la Base de connaissance sur le site (www.greatmali.net) a continué tout au long de l'année. Les activités de communication ont porté sur:

- la dissémination des résultats Afrobaromètre 5.5 à Bamako auprès de la presse, des PTF, des universitaires, des ONG et de l'administration publique
- la dissémination des résultats de l'évaluation à mi-parcours du projet CABRI-IBP à Pretoria en Afrique du Sud auprès des OSC et des gouvernements
- la dissémination de résultats de recherche de GREAT à Bamako auprès de DNPD, DGB, des PTF et des OSC.

Le fonctionnement institutionnel du groupe s'est poursuivi normalement avec l'exécution du programme d'activité 2014 par la direction exécutive à travers ses 4 départements sous la supervision du Conseil d'orientation qui s'est réuni pour valider le rapport d'activités 2013 puis examiner et adopter le programme d'activités 2014. Les réunions du personnel se sont tenues au gré des besoins et pour faire l'état d'exécution et la programmation des activités dont la réalisation a donné lieu à 12 ateliers résidentiels hors de Bamako. La gestion administrative et financière s'est faite à travers la tenue de la comptabilité, le suivi budgétaire avec le logiciel Sage Comptable et l'analyse de la structure des dépenses et des sources de financement. Il faut aussi noter l'adoption d'un manuel de procédure administratif et financier.

1. Etudes et recherche

1.1. Démocratie et Gouvernance

☞ Perceptions populaires des causes et conséquences du conflit au Mali



Dans l'enquête Afrobaromètre de décembre 2012, les maliens mettaient en avant comme étant les premières causes, de la grave crise sociopolitique que traversait leur pays, le manque de patriotisme des dirigeants et la faiblesse de l'Etat. En ce temps, la plupart des maliens avaient perdu confiance en la classe politique et en les politiciens. Une année plus tard cependant, une enquête Afrobaromètre de suivi (décembre 2013) révèle que les terroristes étrangers et la corruption sont plutôt les deux premières causes du conflit et de l'occupation du Nord.

Le changement de perceptions sur cette question en l'espace d'une année s'explique par le changement dans la nature et

l'amplitude de la crise. La crise est passée de l'occupation des deux tiers du territoire à la guerre en passant par l'intensification du radicalisme dans la gestion par les occupants des zones occupées et la multiplication de leurs actes d'interdiction et de punition. Ensuite, le changement de perceptions s'explique aussi par l'organisation pacifique d'élections présidentielles et législatives avec des taux record de participation du citoyen malien à de telles opérations depuis l'avènement de la démocratie en 1992, plus de 50% aux présidentielles et un peu moins de 50% aux législatives. Ces élections jugées libres et honnêtes expliquent à leur tour que la nécessité de recourir à la violence pour une bonne cause soit perçue par actuellement un malien sur cinq contre près d'un malien sur trois, un an auparavant.

Un des défis majeurs de la gouvernance au Mali demeure le maintien et l'approfondissement de la confiance entre les maliens et leur classe dirigeante. Pour ce faire, les mesures de perceptions des populations aident à traquer la volonté populaire et à mettre la politique au service de cette volonté et non l'inverse.

Problématique	<ul style="list-style-type: none">✓ Exceptionnellement, le Mali dans le cadre d'Afrobaromètre a mené sur le terrain une enquête spéciale pour traquer les perceptions populaires des maliens sur "Démocratie, gouvernance et réconciliation nationale". Contrairement aux autres rounds, cette enquête a touché au total 2'486 individus âgés de 18 ans et plus dont 200 dans un sur-échantillon dans les 3 régions du Nord et 219 autres individus tous déplacés internes dans les régions de Koulikoro, Ségou, Sikasso et Bamako.✓ Il s'agissait de recueillir les perceptions des maliens sur les causes et conséquences des événements récents d'occupation et de conflit du Nord de même que la place de la violence en politique ainsi que des voies et moyens de sortie de l'enlèvement pour une paix durable au Mali.
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none">✓ Au lendemain de la double crise sociopolitique et sécuritaire, il était nécessaire pour le Mali de connaître l'avis des citoyens sur un certain nombre d'enjeux politico-sécuritaires. Cela semble d'autant plus important que le Mali commence à sortir de la situation de crise qui a failli remettre en cause les fondements même de l'existence de la nation malienne. Enfin, l'avis des citoyens pourrait donner une

	plus grande légitimité aux décisions politiques de sortie de crise.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ GREAT (2013): Le citoyen, l'Etat et la corruption - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre - ✓ GREAT (2013): La démocratie à l'épreuve de la crise - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre - ✓ GREAT (2013): Crise, démocratie et participation - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre - ✓ GREAT (2013): Démocratie et participation citoyenne - Résultats de sondage d'opinion -
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau régional. Les données recueillies sont saisies sur CPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre, notamment le Rounds 5.5.
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les trois raisons principales d'occupation et de conflit du Nord sont les terroristes étrangers, la corruption et la convoitise des ressources naturelles. Toutefois, dans les zones jadis occupées, la faiblesse de l'Etat le dispute à la convoitise des ressources naturelles ✓ Pour l'écrasante majorité des maliens, les rebelles et les islamistes figurent au premier rang des acteurs présumés impliqués dans le trafic de drogue, au côté du crime organisé transnational ✓ Le conflit du nord a entraîné un déplacement interne de population d'environ 6% avec 3% déjà de retour au bercail, 2% avec intention d'y retourner et 1% sans cette intention. Ce phénomène touche proportionnellement un peu plus les urbains, les femmes et les moins de 25 ans ou les 35-44 ans ✓ Au total, près d'un malien sur trois aura été affecté, personnellement ou à travers un membre de famille, par les événements récents d'occupation et de conflit du Nord, d'une des multiples façons dont l'on a pu être affecté, de l'expulsion de son domicile à la mort en passant par la punition selon la charia ou les agressions physiques en tout genre ✓ Pour la très grande majorité des maliens (de 86% à 95%), trois options majeures aideraient à résoudre le conflit, à savoir l'éducation civique, la justice et un Etat fort ✓ Pour près de deux maliens sur trois, il est probable que la signature d'un nouvel accord soit la base d'une paix durable au Mali.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les populations des zones hier sous occupation jihadiste ou rebelle doivent être prioritairement écoutées en vue d'une réconciliation nationale ✓ La demande populaire est à l'organisation d'élections libres, transparentes et honnêtes, sans possibilité de falsification des résultats sortis des urnes ✓ La satisfaction des besoins essentiels des populations, notamment dans les domaines de la justice, du développement et de la sécurité pour un meilleur approfondissement de la confiance aux dirigeants

☞ Perceptions populaires des acteurs du conflit au Mali



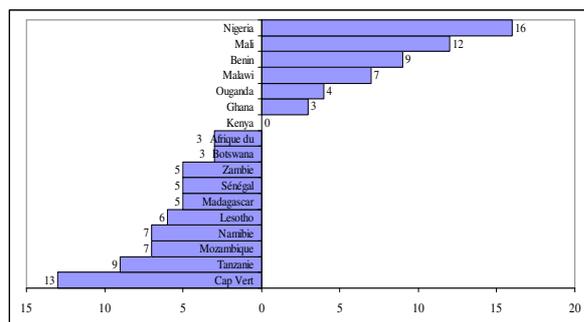
A peine une année après le déclenchement de la guerre en janvier 2013, les maliens se sont prononcés dans une enquête Afrobaromètre sur les auteurs présumés du conflit et du chaos qui l'a précédé une autre année durant auparavant, sur les victimes du conflit ainsi que sur les acteurs du processus de paix et de réconciliation engagé depuis. Menée en décembre 2013/janvier 2014 sur toute l'étendue du

territoire national, l'enquête a produit des données dont le traitement d'une partie permet ici de situer un tant soit peu les responsabilités dans les événements d'occupation et de conflit du Nord, d'en mesurer les conséquences, d'en apprécier le rôle des acteurs ainsi que la confiance des citoyens dans les acteurs du processus de paix et de réconciliation. Le défi majeur dans cette voie post-conflit demeure la confiance des citoyens dans les principaux protagonistes des négociations à venir. Ce d'autant plus que le déséquilibre de confiance populaire aux uns et aux autres est si profond que la présence de certains acteurs dans ce processus est à tout le moins discutable. L'enquête n'en révèle pas moins les perceptions populaires à verser dans le dossier du processus de retour à la stabilité et à une paix durable au Mali.

Problématique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Contrairement aux autres rounds, cette enquête a touché au total 2'486 individus âgés de 18 ans et plus dont 200 dans un sur-échantillon dans les 3 régions du Nord et 219 autres individus tous déplacés internes dans les régions de Koulikoro, Ségou, Sikasso et Bamako. ✓ Il s'agissait de recueillir les perceptions des maliens sur les acteurs des événements récents d'occupation et de conflit du Nord, en tant qu'auteurs ou victimes. ✓ Il a été également question de la position de certains acteurs selon qu'ils constituent un problème ou une solution au conflit du Nord ainsi qu'à la confiance des citoyens les uns dans les autres dans le processus de paix et de réconciliation au Mali.
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Au lendemain de la double crise sociopolitique et sécuritaire, il était nécessaire pour le Mali de connaître les perceptions des citoyens ayant trait aux acteurs des événements récents d'occupation et de conflit du Nord, en tant qu'auteurs ou victimes, à la position de certains acteurs selon qu'ils constituent un problème ou une solution.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ GREAT (2014): Perceptions populaires des causes et conséquences du conflit au Mali ✓ GREAT (2013): Le citoyen, l'Etat et la corruption - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre - ✓ GREAT (2013): La démocratie à l'épreuve de la crise - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre - ✓ GREAT (2013): Crise, démocratie et participation - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre -
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau régional. ✓ Les données recueillies sont saisies sur CSPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre, notamment le Round 5.5
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les trois premiers responsables des événements d'occupation et de conflit du Nord sont les terroristes étrangers, l'Etat et les dirigeants politiques (qui ont plongé le

	<p>pays dans la corruption et ont fini par affaiblir la force publique) et les puissances étrangères dans leur convoitise des ressources naturelles. Aussi, les militaires n'obtiendraient qu'une note de 11 sur 20 quant à leur responsabilité notamment par le coup d'Etat du 22 mars 2012</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Parmi les conséquences du conflit figurent le déplacement interne de population, estimé à environ 6% dont près de la moitié étaient de retour au moment de l'enquête (46%) et 2 sur 5 avec intention de retourner, le reste n'ayant pas l'intention de retourner au bercail. La moitié des déplacés étaient originaires de Tombouctou, le tiers de Gao et le reste de Mopti et Kidal ✓ Les maliens ont été affectés par le conflit dans les proportions de 15% personnellement et 23% à travers des membres de leurs familles. Un malien sur vingt déclare avoir perdu (mort d'homme) un membre de sa famille avec des proportions encore plus élevées à Kidal (un sur quatre) et Tombouctou (un sur six) ✓ L'unanimité semble faite sur l'utilité des forces armées (maliennes et internationales –MINUSMA et Serval) à résoudre le conflit, plus de 9 maliens sur 10. A l'opposé, les 6 groupes islamistes et rebelles du Nord seront tenus responsables par l'opinion publique dans l'éclatement d'un nouveau conflit armé au Nord. Il en est de même pour l'opération militaire française, Serval, pour 2 maliens sur 5, mais 4 sur 5 à Kidal et 3 à Tombouctou ✓ Dans le processus de paix et de réconciliation, les trois premiers acteurs avec le plus de suffrages de confiance des maliens sont les FAMA, le Gouvernement et le HCI, 9 maliens sur 10 dans chacun des cas. Les trois suivants, par ordre, sont la MINUSMA, Serval et la CEDEAO. La CVJR et les groupes d'autodéfense ferment la marche de la confiance avec respectivement 4 maliens sur 5 et 3 sur 5. La confiance aux 6 groupes islamistes et rebelles qui ont pris les armes contre l'Etat malien varie de 5 à 1%, avec 3% au MNLA, groupe qui recueille 9% de confiance dans son fief de Kidal
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il ressort du traitement des données Afrobaromètre que les forces armées maliennes sont largement perçues comme étant très utiles à la résolution du conflit, comme ne pouvant être tenus responsables si jamais de nouveaux conflits venaient à éclater au Nord et enfin comme étant le groupe d'acteurs qui a le plus de confiance des citoyens dans le processus de paix et de réconciliation. Dès lors, le défi majeur est de savoir comment l'armée peut-elle pleinement jouer son rôle étant donné qu'elle est sous contrôle des autorités politiques et tenue par des engagements internationaux pris par ces mêmes autorités politiques dans des domaines qui la concernent.

☞ La question ethnique au Mali



Dans l'enquête Afrobaromètre de décembre 2013-janvier 2014, les maliens se sont prononcés, entre autres, sur divers aspects de la question ethnique au Mali. Cela va de l'identité de groupe, y compris de groupe ethnique, à l'appartenance

ethnolinguistique en incluant la préférence ethnique ou nationale, la cohabitation interethnique dans ses aspects de tolérance et de perceptions des conditions économiques des uns vis-à-vis des autres et d'impacts du conflit du Nord sur les regards croisés entre ethnies et enfin la relation entre le Gouvernement et les groupes ethniques en termes de traitement et d'influence politique. Sur toutes ces questions, l'éducation est apparue comme étant le déterminant majeur de la citoyenneté, de la tolérance et de l'inobservance de l'ethnicisme dans les questions sociopolitiques.

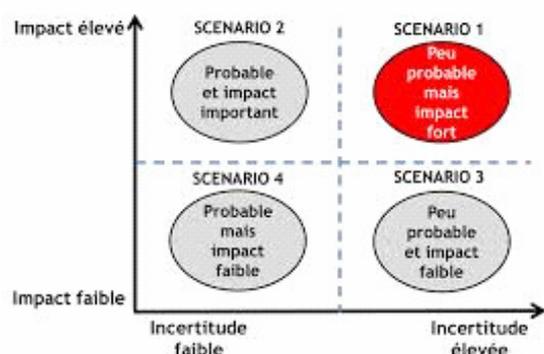
Le défi majeur reste ainsi l'éducation des maliens, défi doublé de l'érection du français en langue d'administration et d'enseignement formel alors même que

cette langue n'est presque jamais parlée à la maison ni d'ailleurs ailleurs en dehors de l'administration publique et de l'école et encore.

Problématique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il s'agissait de recueillir les perceptions des maliens sur la problématique ethnique au Mali en termes d'identité de groupe des individus, d'appartenance ethnique et linguistique, d'ethnicité et des regards croisés interethniques. ✓ Il a été également question des perceptions des conditions économiques et politiques des différents groupes ethniques et de leur traitement, injuste ou non, par le Gouvernement.
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les perceptions, ainsi recueillies pour ce champ ont porté sur la problématique ethnique au Mali en termes d'identité de groupe des individus, d'appartenance ethnique et linguistique, d'ethnicité et des regards croisés interethniques. ✓ Dans le même temps, il s'agissait d'interroger les citoyens sur les perceptions des conditions économiques et politiques des différents groupes ethniques et de leur traitement, injuste ou non, par le Gouvernement.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ GREAT (2014): Perceptions populaires des causes et conséquences du conflit au Mali ✓ GREAT (2013): Le citoyen, l'Etat et la corruption - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre - ✓ GREAT (2013): La démocratie à l'épreuve de la crise - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre - ✓ GREAT (2013): Crise, démocratie et participation - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau régional. ✓ Les données recueillies sont saisies sur CSPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre, notamment le Round 5.5.
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Près d'un malien sur deux (45%) se définit en terme ethnolinguistique. Ce score moyen est de 7 adultes sur 10 à Tombouctou et presque 3 sur 5 à Kayes et Sikasso. Ce résultat tient plus à la ruralité du pays et à la prédominance de l'analphabétisme qu'à tout autre facteur ✓ A peine 5 groupes ethniques revendiquent chacun plus de 5% de la population totale et 6 groupes ne renferment que 1% chacun de cette population. Au total à peine 15 groupes ethniques composent le Mali, chacun constituant une minorité nationale quelques uns devenant majoritaires à l'échelle d'une région comme les sonrhais à Gao et les touaregs à Kidal. Trois langues sont les plus parlées dans les villes, à savoir le bambara, sonrhai et peulh (4 locuteurs urbains sur 5). Comparativement à d'autres pays africains, le Mali a un plus fort attachement ethnique à côté du Nigeria mais à l'opposé du Ghana ou de la Tanzanie ✓ Le mariage interethnique serait moins toléré que le partage d'école, de lieu public de prière ou de voisinage. Sans doute à cause de leur position de la plus grande minorité (27% de la population contre 13% pour chacun des deux poursuivants immédiats, sonrhais et peulhs), les bambaras apparaissent comme étant plus tolérés que les arabes ou encore plus que les touaregs ✓ Au moins la moitié des maliens (64% et 50%) pensent que les arabes et les touaregs ont de bien meilleures conditions économiques que les autres groupes. Les arabes semblent le reconnaître volontiers. A leur opposé se trouveraient les bellas qui cependant ne semblent pas totalement en avoir conscience ✓ Un des impacts possibles du conflit du Nord aura été à davantage de méfiance interethnique chez les jeunes et davantage de haine chez les plus âgés. Pourtant aucun groupe ne se sent particulièrement traité injustement par le Gouvernement, à l'exception notable peut être des arabes ✓ Les touaregs et les arabes sont, à tort ou à raison, accrédités de beaucoup d'influence sur la façon dont le pays est gouverné. Comme pour les conditions économiques, sur ce plan politique, les bellas damnent le pavé sans non plus en

	avoir conscience.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'attachement ethnique au Mali, loin derrière la citoyenneté malienne est presque de même intensité dans toutes les régions et devance partout l'appartenance régionale, professionnelle ou de classe sociale. ✓ Le défi majeur qui se dresse reste celui de l'éducation de masse pour plus de citoyenneté, de tolérance interethnique et de brassages tous azimuts. ✓ Le Mali saura-il lever un tel défi? Il le devra le jour où il aura compris qu'il ne peut en faire l'économie.

☞ L'état d'esprit des maliens reflète un regain d'espérance



L'enquête Afrobaromètre de décembre 2012 a révélé que les trois quarts des citoyens maliens craignaient que le pays n'aille dans la « mauvaise direction ». À cette époque, plongés dans une crise nationale profonde, la plupart des Maliens envisageaient l'avenir avec pessimisme. Un an plus tard, cependant, une enquête de suivi dévoile un regain d'espoir dans l'avenir. En décembre 2013, les deux tiers des Maliens considèrent que le pays se dirige dans la « bonne direction ».

Comment s'explique ce revirement remarquable de l'état d'esprit des Maliens ? Ce volte-face de l'état d'esprit collectif en l'espace d'une année est attribuée à plusieurs avancées positives. Il s'agit notamment de l'amélioration de la sécurité, de la restauration d'un gouvernement librement élu et de la hausse de la confiance dans la reprise économique.

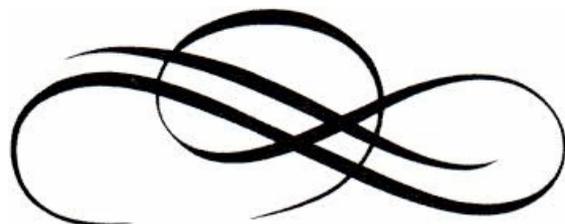
De façon peut-être inattendue, les habitants des trois régions du nord du Mali ainsi que les personnes déplacées – les principaux groupes victimes de la crise – sont particulièrement optimistes quant à la direction dans laquelle s'engage le pays. Mais, ils restent toutefois confrontés à des défis majeurs, parmi lesquels figurent l'instabilité de la paix et les inégalités persistantes dans le développement régional.

Problématique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il s'agissait de recueillir les perceptions des maliens sur la direction du pays, des problèmes majeurs du pays et sur d'autres défis majeurs. Il ressort de tout cela une certaine espérance des maliens qui pourrait s'expliquer par une amélioration de la sécurité, le rétablissement d'un gouvernement élu, la perception de la reprise économique, etc.
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Au lendemain de la double crise sociopolitique et sécuritaire, il était nécessaire pour le Mali de connaître l'avis des citoyens sur les perceptions des conditions économiques, la direction du pays, les problèmes majeurs, etc.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ (GREAT (2014): Perceptions populaires des causes et conséquences du conflit au Mali ✓ (GREAT (2014): Perceptions populaires des acteurs du conflit au Mali ✓ GREAT (2013): Le citoyen, l'Etat et la corruption - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre - ✓ GREAT (2013): La démocratie à l'épreuve de la crise - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre -
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau régional. ✓ Les données recueillies sont saisies sur CSPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre,

Principaux résultats	<p>notamment le Round 5.5.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Prenant le contrepied des résultats d'une enquête menée un an plus tôt, deux Maliens sur trois estiment en fin 2013 que leur pays se dirige dans la « bonne direction ». ✓ Environ 60% des citoyens adultes considèrent également que leur pays est maintenant sûr et sans conflit armé. Ils étaient 17 % à le penser en 2012. ✓ Mais les Maliens voient encore l'instabilité politique comme le problème le plus important du pays, en particulier ceux qui vivent dans les régions du Nord ou qui ont été déplacés de leurs foyers. ✓ Les Maliens sont satisfaits de la qualité des élections nationales tenues en 2013, avec 83% d'entre eux jugeant l'élection présidentielle « complètement libre et équitable ». ✓ Bien qu'ils restent prudents sur la conjoncture économique, les Maliens perçoivent les signes précurseurs de la reprise et nourrissent de fortes espérances quant à leur bien-être économique futur. ✓ Ce changement dans l'opinion des Maliens repose essentiellement sur des considérations économiques et sécuritaires et, dans une moindre mesure, sur la qualité des élections.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il a été établi que l'espoir populaire actuel est lié à l'attitude positive de la population envers la sécurité, la démocratie et l'économie avec toutefois un accent mis sur les défis du renforcement de l'État, du développement de la démocratie et de la croissance équitable de l'économie. ✓ En outre, les maliens (en particulier ceux du Nord et les personnes déplacées) classent l'insécurité politique en tête des problèmes les plus importants.

1.2. Evaluation

👉 Cadrage macroéconomique du Mali



Le processus de stabilisation et de reconstruction du Mali semble en cours, au sortir des élections présidentielle et législative de 2013 et de la reprise avec les partenaires techniques et financier après une brève interruption à la suite de manquements aux règles de bonne gestion macroéconomique et financière.

Des défis importants restent néanmoins à relever en matière de gouvernance. Il s'agit, entre autres, de la transparence limitée dans la gestion des ressources publiques, le niveau élevé de la corruption

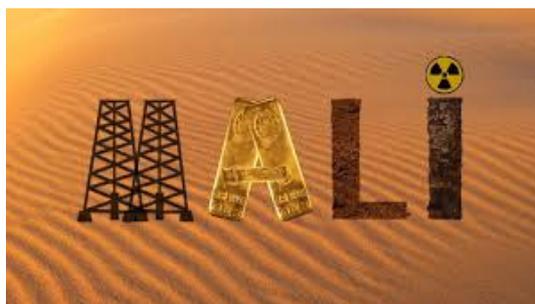
et de la délinquance financière en dépit des politiques en cours pour les limiter comme la récente loi contre l'enrichissement illicite et la déclaration de l'année 2014 comme année de lutte contre la corruption. L'insécurité est persistante dans le pays, au nord comme au sud, réduisant encore plus l'attractivité du pays aux yeux d'éventuels investisseurs étrangers.

La reprise des relations du pays avec les bailleurs de fonds est un motif d'espoir mais il est important de continuer à suivre les indicateurs de la situation macroéconomique et financière ainsi que sociale pour une meilleure programmation des interventions publiques et une orientation judicieuse des stratégies, plans et programmes de développement économique et social.

Problématique	Des éléments de la situation macroéconomique et financière ainsi que sociale doivent être régulièrement suivis et analysés pour une meilleure programmation des
---------------	---

	<p>interventions publiques et une orientation judicieuse des stratégies, plans et programmes de développement économique et social. Cette étude cherche à fournir des éléments de réponse à un certain nombre de questions importantes du point de vue macroéconomique parmi les quelles: quels sont les niveaux actuels et l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques et quelles sont les sources potentielles d'instabilité, dans quelles mesures les politiques macroéconomiques et budgétaires contribuent-elles à la stabilisation du cadre macroéconomique, quel est le degré de vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs et quels sont les efforts de renforcement de la résilience auxdits chocs.</p>
Pertinence politique	<p>La présente étude met à disposition des outils de suivi de la conjoncture économique du pays et d'évaluation d'impacts des chocs extérieurs et des politiques économiques à mettre en œuvre. Cet exercice permettrait ainsi d'accroître l'efficacité de l'allocation des ressources et d'apprécier les implications budgétaires des politiques publiques afin de rendre plus compatibles les possibilités financières de l'Etat avec les contraintes du cadrage macroéconomique.</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Céline Allard-Prigent et al. (2002): Présentation du modèle Mésange, Document de travail, Direction de la prévision du Ministère de l'économie et des finances, mai ✓ Jamal Bakhti et al. (2011): Présentation du modèle PRESIMO – Modèle de prévision et de simulation des politiques économiques de l'économie marocaine, Haut commissariat au plan, janvier ✓ Pierre-Yves Cabannes et al. (2012): Survol de Mésange – Un modèle macroéconomique à l'usage du praticien, Economie et statistique n°451-453 ✓ Mireille Razafindrakoto (2000): Un dispositif pérenne de suivi macroéconomique – Le cadre d'utilisation du modèle Prestomad, Statéco n° 95-96-97 ✓ République du Mali (2013): Plan pour la relance durable du Mali 2013-2014, version finale, Conférence internationale "Ensemble pour le renouveau du Mali", Bruxelles, 15 mai
Méthodologie	<p>La méthodologie a combiné:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'analyse documentaire pour décrire le contexte macroéconomique et financier du pays ✓ les techniques de projection et de cadrage macroéconomique et financier ✓ les techniques économétriques
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Données financières tirées du tableau des opérations financières de l'Etat ✓ Données sur l'économie réelle tirées du tableau emploi-ressources ✓ Données sur les échanges extérieurs tirées de la balance des paiements (BCEAO) ✓ Données de l'équilibre monétaire (BCEAO)
Principaux résultats	<p>Le contexte économique est caractérisé par la faiblesse et la volatilité de la croissance économique et du revenu par habitant, une quasi-absence de création d'emplois, un taux élevé de pauvreté, des difficultés d'accès aux infrastructures (routes, électricité et eau) conduisant à de faibles indicateurs d'éducation et de santé.</p> <p>Les prévisions de croissance réelle du PIB sont de 3.9% en 2014 et de 4.6% à l'horizon 2016. Le PIB courant obtenu devrait s'établir en 2014 à 5'894 milliards fcfa pour s'élever à 7'449 en 2017. Les fortes variations de prix et les incertitudes de la demande internationale induisent une forte variabilité des exportations d'or et de coton et donc des recettes d'exportation. Il y a aussi une forte volatilité non seulement dans les recettes fiscales totales mais aussi dans ces éléments constitutifs que sont les impôts directs et les impôts indirects.</p>
Recommandations	<p>En dépit du faible niveau des indicateurs socioéconomiques, de la volatilité des recettes fiscales et d'exportation et du manque de diversification de l'économie, l'espoir est permis que le pays reprenne le chemin d'une croissance durable et équitablement répartie. Pour cela, il faut une application rigoureuse des règles budgétaires et de passation de marché pour rétablir la confiance des entreprises, des consommateurs et des bailleurs de fonds. Il faut aussi préserver la stabilité macroéconomique en maintenant le solde budgétaire de base proche de zéro et le solde budgétaire global à un niveau compatible avec la viabilité de la dette et mettre en œuvre des réformes pour améliorer le climat des affaires, notamment en renforçant la gouvernance et en développant les efforts de lutte contre la corruption.</p>

☞ Impact socioéconomique de l'extraction minière sur les communautés locales



La mesure d'impacts de l'extraction minière, en particulier aurifère dans le cas actuel du Mali, touche à ses dimensions économique (au niveau macro comme au niveau des collectivités territoriales), sociale et environnementale y compris les questions de changement climatique en passant par le maintien de la biodiversité et la préservation des ressources naturelles comme l'eau et le sol. A ces dimensions sont attachés les enjeux de développement économique et

social ainsi qu'environnemental. La prise en compte de ces enjeux est autant la responsabilité des pouvoirs publics que des opérateurs miniers, qui doivent tous les deux rendre compte des impacts de l'extraction minière, surtout à grande échelle, dans le strict respect des droits humains et des normes internationales de comportement. Pour ce faire, un accent particulier doit être mis sur les ressources des collectivités en relation avec l'apport des sociétés minières et les transferts de ressources de l'Etat vers ces collectivités, en différenciant les collectivités des zones d'extraction minières des autres, en termes de communes, de cercles et de régions.

Problématique	L'extraction minière a un apport économique certain au Mali. Cependant, au niveau local, l'extraction minière, artisanale comme industrielle, peut avoir de nombreux impacts tant du point de vue socioéconomique qu'environnemental. Au plan national et encore plus à l'échelle des collectivités territoriales, l'impact de l'exploitation minière transparait à travers l'emploi, l'investissement, l'achat de produits locaux et le transfert de technologies des compagnies multinationales aux opérateurs locaux ainsi que la formation du capital humain. Par ailleurs l'extraction minière peut tout aussi impacter négativement l'environnement avec l'usage de produits toxiques et par la destruction des terres cultivables et la déforestation. Il serait intéressant de connaître l'impact final de l'extraction minière, son poids et sa place, après la prise en compte des aspects positifs et des aspects négatifs.
Pertinence politique	Le présent rapport traite successivement du poids du secteur minier dans l'économie nationale, son importance dans les échanges extérieurs du pays, et dans les ressources publiques. Il évalue également l'impact de l'exploitation minière industrielle sur l'économie locale en termes d'activités économiques connexes, d'infrastructures et services sociaux de base et de réduction de la pauvreté. Les résultats serviraient d'aide à la décision pour les autorités dans la gestion du secteur minier afin que le pays tire le maximum de profit de l'extraction minière.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Chambre des mines du Mali (2013): Programme d'organisation et d'équipement des orpailleurs du Mali, mai ✓ CPS/SME (2013): Annuaire statistique 2012 mines et géologie, juin ✓ ODHD (2011): Mines et développement socioéconomique au Mali – Enjeux et perspectives, octobre ✓ Oxfam-America (2006): Trésor caché? A la recherche des revenus de l'exploitation aurifère du Mali
Méthodologie	La méthodologie utilisée comprend <ul style="list-style-type: none"> ✓ la revue documentaire ✓ l'analyse statistique
Données utilisées	Les principales sources de données utilisées sont: <ul style="list-style-type: none"> ✓ les annuaires statistiques de la Cellule de planification et de statistique du secteur des mines et de l'énergie ✓ les comptes nationaux de l'INSTAT ✓ les statistiques de la BCEAO ✓ les rapports de nombreuses études et monographies sur la question.

Principaux résultats	<p>Au niveau national:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Contribution à hauteur de 7% au PIB, et à hauteur de 65% à la valeur totale des exportations du pays en 2013 ✓ 200 milliards de recettes fiscales soit 25% des recettes fiscales en 2013 ✓ 3635 emplois directs par an en moyenne, entre 2008 et 2013, 7000 emplois indirects en 2013 ✓ Sur la période 2008-2012, 137 milliards fcfa d'investissement <p>Au plan local</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ près de 5 milliards fcfa au titre des redevances du Programme de développement des ressources minérales (PDRM) entre 2005 et 2013 ✓ formation des femmes dans des activités génératrices de revenu ✓ formation des orpailleurs dans les domaines de la promotion de la santé et de l'environnement ✓ réalisation d'équipements marchands et d'infrastructures sociaux de base ✓ taux net de scolarisation dans le premier cycle de l'enseignement fondamental plus élevé dans les communes abritant des mines ainsi que celles avoisinantes ✓ sites d'orpaillage situés dans des bas-fonds, le long des cours d'eau, dans le voisinage immédiat des forêts ou dans les forêts et assez proches des principaux axes routiers posant des problèmes de pollution des cours d'eau et nappes phréatiques, de déboisement des forêts et de circulation des personnes.
Recommandations	<p>Il ressort de l'analyse qu'il faut davantage d'appui au développement local des zones minières avec une plus grande insertion du secteur minier dans les plans et stratégies de développement comme le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR). A cet effet, à l'instar d'autres pays (Bhushan et al, 2012), il faut une véritable autorité nationale de régulation de l'activité minière qui puisse prendre en charge les questions de redevances, de règlement des litiges et autres aspects liés à l'exploitation minière. Un tel organe serait renforcé dans ses missions par la mise à disposition d'un fonds minéral. Il travaillerait, par exemple, à l'amélioration de la gouvernance et de la transparence dans le secteur, à la mutualisation de certains investissements et à la formation de ressources humaines locales en faveur de l'extraction minière.</p>

Impacts des APE sur les recettes douanières du Mali

Calendrier de démantèlement tarifaire, Offre d'accès au marché AO												
GROUPES en Volume	Catégories TEC	Valeurs Imports	Lignes Tarifaires	Part % Imports	Droits douane	1/01/2015 – 31/12/2019	1/01/2025 – 31/12/2029	1/01/2030 – 31/12/2034	A partir du 1/01/2035	GROUPES en Lignes Tarif	Part% Import	Part% Lignes
Groupe D (24,87 % des produits)	Catégorie 1	155,1	6	1,35	0%	EXCLUSION				Groupe D (25,07 % des produits)	1,35	0,1
	Catégorie 3	584,3	262	5,07	10%						5,07	4,44
	Catégorie 4	1 861,90	1 081	16,16	20%						16,16	18,33
	Catégorie 5	263,6	130	2,29	35%						2,29	2,2
Grpe C (10,23 % des produits)	Catégorie 2	87,8	24	0,76	5%	5%	0%	0%	Grpe C (18,80 % des produits)	0,76	0,41	
	Catégorie 3	32,6	1	0,28	10%	10%	10%	0%		0,28	0,02	
	Catégorie 4	1 058,20	1 084	9,18	20%	20%	20%	10%		9,18	18,38	
Grpe B (26,44 % des produits)	Catégorie 1	84,2	6	0,73	0%	0%	0%	0%	Grpe B (19,12 % des produits)	0,73	0,1	
	Catégorie 2	430,4	12	3,74	5%	5%	5%	0%		3,74	0,2	
	Catégorie 3	2 531,40	1 110	21,97	10%	10%	10%	5%		21,97	18,82	
Grpe A (38,46 % des produits)	Catégorie 1	401,1	73	3,48	0%	0%	0%	0%	Groupe A (37,01% des produits)	3,48	1,24	
	Catégorie 2	4 030,40	2 110	34,98	5%	5%	0%	0%		34,98	35,77	



En signant l'Accord de Cotonou en juillet 2000 (article 37, paragraphe 1), les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ont pris la décision, de négocier et de conclure un Accord de partenariat économique (APE) entre la région Afrique de l'Ouest (AO) et l'Union européenne (UE). Les négociations régionales de

l'APE AO-UE ont été lancées le 6 octobre 2003, conformément aux dispositions de l'Accord de Cotonou et sous la configuration comprenant les Etats membres de la CEDEAO plus la République islamique de Mauritanie. Il s'agissait de trouver un accord qui permette, entre autres, de supprimer progressivement les barrières commerciales entre l'UE et les pays ACP, d'assurer la compatibilité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de prendre en compte le niveau de développement et les capacités des pays ACP. Malgré les efforts et initiatives déployés par les deux parties, les négociations ont buté sur quelques points

de divergence dont en particulier ceux liés à l'offre d'accès au marché et au financement du PAPED et aux conséquences prévisibles de l'entrée en vigueur de l'accord.



Problématique	Les négociations AO-UE de l'APE ont permis d'aboutir à des résultats acceptables pour les deux parties. Le taux d'ouverture du marché de l'AO conjointement accepté par les deux parties est désormais de 75%. Par contre le démantèlement des droits se fera de façon progressive sur 20 ans avec une classification des produits (Groupes A à D). Cette étude cherche à estimer, dans le cas du Mali, les pertes de recettes de porte suite à l'entrée en vigueur de l'accord à partir du 1 ^{er} octobre 2014. Quelles seraient les pertes de recettes douanières immédiates et futures à la suite de l'APE et quelles seraient ces pertes si en plus l'union douanière de la CEDEAO entrait en vigueur?
Pertinence politique	Les recettes douanières constituent encore une partie importante des recettes publiques du Mali. Un démantèlement tarifaire du commerce extérieur risque de porter un coup à la capacité de l'Etat à financer ses politiques de développement. Pour anticiper et trouver des sources alternatives de financement, il importe de faire, au préalable, une évaluation des pertes de recettes à subir.
Revue de la littérature	✓ Comité ministériel de suivi des APE (2014), compte rendu du résultat de la réunion des négociateurs en chef du 6/02/2014, Dakar
Méthodologie	✓ Tableaux croisés dynamiques sur Excel
Données utilisées	✓ Données de 2013 sur les tarifs et les recettes de porte des douanes maliennes
Principaux résultats	Pertes de recettes douanières pour le Mali estimées à ✓ 96 milliards de francs CFA au titre de l'APE seul ✓ 106 milliards de francs CFA au titre de l'APE et de l'Union douanière CEDEAO cumulés
Recommandations	Il est recommandé: ✓ un suivi strict des règles de libre échange en particulier les règles d'origine, les conditions phytosanitaires et d'autres barrières non tarifaires ✓ une modernisation des services de douane pour ne pas exacerber les pertes ✓ une application stricte de la fiscalité intérieure pour limiter les pertes

☞ Evaluation du Programme mondial pour le renforcement de la sécurisation des produits de santé de la reproduction (GPRHCS) au Mali

Le Programme mondial pour le renforcement de la sécurisation des produits de santé de la reproduction (GPRHCS) est perçu par le Ministère de la

santé comme l'un des plus importants pour les stratégies en matière de santé de la reproduction. La collecte de données fiables pour enrichir la prise de décision en

matière de gestion des produits SR s'avère être d'une nécessité absolue. L'enquête annuelle GPRHCS s'inscrit dans cette optique avec comme objectif de renseigner sur les trois principaux indicateurs de suivi à savoir (i) le nombre de points de prestation de services (SDP) offrant au moins cinq méthodes de contraception modernes, (ii) le nombre d'établissements de santé assurant des services d'accouchement et disposant d'une chaîne de distribution pour au moins 7 des 10 médicaments essentiels de santé maternelle / santé de la reproduction figurant sur la liste du FNUAP, (iii) le nombre de points de prestation de services n'ayant pas connu de rupture de stocks de contraceptifs au cours des 6 derniers mois et d'évaluer la

perception des clients sur les services reçus ainsi que leur coût. L'enquête 2014 au Mali s'est tenue dans un contexte post-crise sur l'ensemble du territoire à l'exception de la région de Kidal où la situation demeure encore précaire. L'étude a ciblé les trois niveaux d'établissements sanitaires correspondant aux points de prestation de services (PPS) selon l'organisation du système sanitaire au Mali.



Problématique	Depuis 2010, le Mali bénéficie du Programme mondial pour le renforcement de la sécurité des produits de santé de la reproduction (Global Programme for Reproductive Health Commodity Security, GPRHCS) du FNUAP. Ce programme vise la réduction de la mortalité maternelle et la prise en charge des besoins non satisfaits en matière de planification familiale à travers une plus grande disponibilité des produits de contraception, de santé maternelle et de santé de la reproduction dans les structures sanitaires. Un rapport d'évaluation de la mise en œuvre de ce programme est rédigé chaque année sur la base des résultats d'une enquête auprès d'un échantillon représentatif des points de distribution des produits et services de santé de la reproduction et de santé maternelle, l'objectif étant de faire le suivi chaque année du niveau des indicateurs de performances du programme.
Pertinence politique	Cette étude permet de mesurer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du GPRHS, d'informer annuellement sur le niveau des indicateurs de performance du programme et de connaître les perceptions des clients sur les services reçus ainsi que leur coût. Les décisions publiques en la matière s'en trouveraient éclairées, étant basées sur des résultats empiriques de recherche.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rapport d'enquête GPRH 2013 ✓ Loi 02-049 du 22 juillet 2002 portant loi d'orientation sur la santé ✓ Loi n° 02-044 du 24 juin 2002 relative à la santé de la reproduction ✓ EDS 2012-3013 ✓ SONU 2013
Méthodologie	<p>L'étude procède essentiellement par</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'analyse documentaire ✓ l'enquête auprès des points de prestations de service (PPS) ✓ l'analyse statistique des données d'enquête
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Données d'enquête GPRH 2014 au Mali ✓ Données de la CPS/santé
Principaux résultats	<p>Au plan de la disponibilité des produits</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 95% des PPS offrent au moins cinq méthodes de contraception modernes ✓ 45% des PPS assurent des services d'accouchement et disposent d'une chaîne de distribution pour au moins 7 médicaments essentiels ✓ 11% des PPS n'ont pas connu de rupture de stocks au cours des 6 derniers mois

	<p>Au plan de la perception des clients sur les services PF reçus et l'évaluation de leur coût:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 99% des clients sont satisfaits de l'attitude globale du prestataire ✓ 97% des clients ont bénéficié de la méthode de leur choix ✓ 98% estiment que le prestataire a tenu compte de leurs préférences et souhaits <p>Le prix des services PF n'est pas une cause limitative de l'utilisation de la contraception. Ce sont plutôt l'accessibilité géographique, les barrières socioculturelles et religieuses et la disponibilité limitée des produits qui freinent l'engouement des femmes pour la PF, surtout en milieu rural.</p>
Recommandations	<p>Le perfectionnement professionnel, par les mises à niveau selon les données acquises de la science et la formation de gynécologues, de sages-femmes, d'infirmières obstétriciennes, etc. sont des voies à explorer pour promouvoir l'accomplissement correct et efficace de l'obligation médicale et du service public hospitalier en matière de santé maternelle / santé de la reproduction. Cela contribuerait à éviter les manquements à l'obligation de renseigner et d'obtenir le consentement aux fins de l'amélioration durable des indicateurs et à respecter le secret professionnel.</p>

1.3. Analyse budgétaire

☞ Analyse de la gestion des finances publiques



Un bon système de gestion des finances publiques permet aussi bien la mise en œuvre des politiques nationales que la réalisation des objectifs de développement, à travers l'atteinte des trois objectifs budgétaires principaux, à savoir la discipline budgétaire, l'allocation stratégique des ressources et la prestation efficiente des services publics. Aussi, est-il établi que:

- la maîtrise effective des agrégats budgétaires et la gestion des risques budgétaires contribuent à maintenir la discipline budgétaire globale
- la planification et l'exécution du budget fondées sur les priorités nationales facilitent la réalisation des objectifs du gouvernement
- la bonne gestion de l'utilisation des ressources budgétisées facilite la

prestation efficiente des services et l'utilisation optimale des ressources.

Au Mali, le processus de préparation et d'exécution budgétaire est encadré d'une part par le CSCRП qui précise les principales dépenses de développement, et d'autre part, par un cadre juridique et réglementaire de gestion des finances publiques (loi n°096-60 portant finances publiques au Mali). Du coup, la différence entre les dépenses réelles totales et les recettes réelles totales par rapport au budget approuvé initialement est relativement faible (2011-2013). Néanmoins, un effort en matière d'exhaustivité et de transparence reste à faire au vu des résultats des différentes évaluations.

Dans l'ensemble, les systèmes de contrôle et de vérification interne comme les mesures de contrôle des engagements de dépenses sont opérationnels mais ont besoin d'amélioration pour la plupart des entités de l'exécutif et des autres pouvoirs (législatif, judiciaire). Dans le cadre du PAGAM, il est fait recours à l'outil informatique au ministère des finances. Dans le cadre de l'enregistrement, il fait recours à une régularisation périodique des

comptes mensuellement et quotidiennement en ce qui concerne la BCEAO.

loi de règlement. Outre l'introduction de la gestion axée sur les résultats, cette réforme porte également sur le renforcement de capacités des services de l'assiette par la formation et l'acquisition de matériel informatique.

La mise en œuvre du PAGAM concerne l'ensemble de la chaîne de la dépense publique, de la programmation jusqu'à la

Problématique	Pour la présente recherche, il s'agissait de faire un diagnostic du système des finances publiques du Mali à travers, entre autres, la crédibilité budgétaire, l'exhaustivité et la transparence; d'analyser le programme de réformes de la gestion des finances publiques et d'évaluer la performance et la crédibilité des réformes des finances publiques.
Pertinence politique	Dans le cadre de l'évaluation de la gestion des finances publiques, le Groupe sur la gestion des finances publiques du CAD/OCDE et ses partenaires ont conçu un outil permettant de fournir des données fiables sur la performance des systèmes, des procédures et des institutions de gestion des finances publiques au fil du temps. Cet instrument couvre des domaines très variés des finances publiques, de la préparation du budget à l'audit en passant par l'administration des recettes, la passation des marchés, la gestion de la trésorerie et la comptabilité. A travers une série d'indicateurs mesurant l'évolution de la performance des systèmes, des procédures et des institutions de gestion des finances publiques, cet outil présente un cadre de référence permettant de rendre compte de la performance de la gestion des finances publiques telle qu'elle ressort de l'analyse des indicateurs. Sa mise en œuvre requiert la participation des principales parties prenantes, la planification et la gestion appropriée de l'évaluation et le suivi des recommandations. Cette fois-ci, l'on se focalise sur le diagnostic du système actuel de gestion des finances publiques, l'examen des réformes, passées et en cours, et enfin l'évaluation et la crédibilité desdites réformes.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ AIDCO, DEV, RELEX (2002): Guide méthodologique pour la programmation et la mise en œuvre des appuis budgétaires dans les pays tiers ✓ Céline Allard-Prigent, Cédric Audenis, Karine Berger, Nicolas Carnot, Sandrine Duchène, Fabrice Pesin (2002): Présentation du modèle Mésange, Document de travail, Direction de la prévision du Ministère de l'économie et des finances, mai ✓ Banque mondiale (2014): Mali – Etat de la reprise économique et perspectives, juin ✓ Jamal Bakhti, Jean Louis Brilleti, Moulay Ali Sadiki (2011): Présentation du modèle PRESIMO – Modèle de prévision et de simulation des politiques économiques de l'économie marocaine, Haut commissariat au plan, janvier ✓ BCEAO (2013): Perspectives économiques des Etats de l'Union économique et monétaire ouest africaine, janvier
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse documentaire ✓ Rédaction de rapport
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dispositions législatives et réglementaires organisant les missions des ministères ✓ Rapports d'études et de recherche sur les finances publiques au Mali ✓ Documents divers
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Au chapitre des dépenses réelles totales par rapport au budget initialement approuvé, il faut dire qu'au cours des trois dernières années, celles-ci ont été contenues dans les limites budgétaires telles qu'approuvées par l'Assemblée nationale. Les dépenses primaires réelles (non compris les dépenses au titre du service de la dette et le BSI extérieur) ont été supérieurs de plus de 5% par rapport aux montants initialement prévus malgré les efforts du gouvernement à maintenir une discipline budgétaire globale. ✓ Au cours des trois derniers exercices (2011-2013), les recettes internes réelles collectées ont été inférieures aux prévisions inscrites dans la loi de finances initiale ✓ La classification utilisée est administrative par rapport notamment aux pouvoirs publics et ministères, pour permettre à chacun des ministres de suivre l'exécution de son budget et d'en rendre compte au Parlement et au Président de la République, économique, par nature de dépenses ou chapitre de fonctionnement, personnel, matériel, entretien, subventions aux EPA, action éducative, action économique, action sociale, autres dépenses.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nonobstant des progrès, le Mali devra faire des efforts dans la collecte des recettes fiscales et douanières, dans l'amélioration des procédures d'exécution et de contrôle des dépenses, etc. ✓ Malgré l'augmentation du score du pays dans l'OBI, le Mali doit faire des efforts en matière de l'exhaustivité du budget et des documents budgétaires. ✓ Au Mali, l'on a assisté à une floraison d'organismes de contrôle (22 au total) qui se chevauchent dans l'audit et le contrôle de la gestion des finances publiques. ✓ Les bonnes pratiques de prévention de la corruption dans la gestion des finances publiques sont brandies à l'échelle internationale, régionale et nationale comme un outil de réduction de la corruption. Pour ce faire, le Mali travaillerait à appliquer les bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques, lesquelles mériteraient à être suivies pour plus d'efficacité et d'efficience dans la gestion des maigres ressources publiques du pays.
------------------------	--

👉 Analyse du budget social de l'Etat du Mali



Les performances macroéconomiques relatives du Mali n'arrivent pas à réduire significativement la pauvreté et les inégalités. De plus, les quelques avancées significatives jusqu'ici obtenues risquent d'être compromises suite à la double crise sociopolitique et sécuritaire qu'a connu le pays en 2012, avec son cortège de déplacements de populations et de destruction d'infrastructures et de biens publics, et dont les conséquences continuent de miner la paix et la stabilité. Il n'en demeure pas moins que la satisfaction des droits économiques et sociaux des citoyens dont l'accès aux services sociaux de base est au cœur de l'action publique tant au niveau national que subnational dans un contexte de renforcement de la décentralisation voire de régionalisation.

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement alloue près de 300 milliards fcfa par an aux secteurs sociaux de base, à travers un certain nombre de plans et programmes (CSCR, OMD, PRODESS, PRODEC, PNG, etc.). Toutefois, ce montant a connu une baisse significative entre 2010 et 2014 suite à la crise de 2012 qui a eu pour conséquence le retrait des partenaires techniques et financiers, d'où d'importants gaps de financement des politiques sociales. Cela est d'autant plus déplorable que dans le même temps, le budget d'Etat dans son ensemble a augmenté en moyenne de 5.1% entre 2010 et 2014, passant de 1'276 milliards de fcfa à 1'559 milliards de fcfa. Ainsi, le budget alloué à la santé a-t-il connu une baisse et absorbe toujours moins de 10% du budget total. Au niveau du secteur de l'éducation, la baisse est encore plus importante, 51 milliards fcfa en 2010 contre 40 milliards de fcfa en 2014, soit une diminution annuelle moyenne de 6.0%.

Les réalisations budgétaires au niveau central ont concerné aussi bien les secteurs sociaux de façon générale que les secteurs de la santé, de l'éducation et des autres secteurs sociaux tels que la promotion de la femme et de l'enfant. Les réalisations budgétaires ont connu un accroissement sur la période aussi bien pour les secteurs sociaux que pour les autres secteurs. Mais,

l'augmentation est plus importante tant au niveau du budget général (5% d'accroissement annuel moyen) que des autres secteurs (6%) comparativement aux secteurs sociaux avec seulement 2%.

Problématique	<p>La réduction de la pauvreté et des inégalités est au centre des orientations politiques depuis le début des années 2000, d'une part par l'adoption du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (puis du Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté) et d'autre part par l'adoption des OMD. C'est ainsi que les objectifs d'allocation budgétaire ont été inscrits dans la mise en œuvre du Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté, et depuis la crise de 2012, dans le Plan pour la relance durable du Mali 2013-2014 (PRED), convenu avec les principaux bailleurs de fonds du pays, bilatéraux comme multilatéraux. Pour atteindre une amélioration du bien-être social, le gouvernement à travers le Cadre budgétaire à moyen terme 2014-2016, vise quatre objectifs majeurs à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ le renforcement de la mobilisation des recettes ✓ l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses ✓ la mise en place des filets de sécurité sociale ✓ la mise en œuvre de la Politique nationale genre.
Pertinence politique	<p>Les conséquences de la crise sécuritaire et des troubles sociopolitiques nés des événements militaires (coup d'Etat du 22 mars et contre coup d'Etat du 30 avril 2012) ont perturbé le bon déroulement de l'activité économique dans presque tous les secteurs, du fait de l'attentisme des opérateurs économiques et de la suspension des financements extérieurs de la part de la plupart des partenaires au développement. Elaboré par le PNUD, l'UNESCO, le FNUAP, l'UNICEF et l'OMS lors du sommet mondial sur le développement social en mai 1995 à Copenhague, le concept de services sociaux de base (SSB) concerne la fourniture de services dans l'éducation, la santé y compris la nutrition, la santé reproductive et la distribution d'eau et d'assainissement à un niveau primaire ou de base. Ces services sont nécessaires à l'amélioration de la survie, la protection et le développement des enfants tels que décrits dans la Convention des droits de l'enfant. Pour le cas spécifique du Mali, l'analyse de la prise en charge des services sociaux de base sera mesuré sur la base des allocations budgétaires dans les secteurs sociaux au niveau central, présentant successivement les secteurs sociaux dans le budget d'Etat, le secteur de la santé, le secteur de l'éducation et les autres secteurs sociaux (principalement les femmes et les enfants), des réalisations budgétaires des mêmes secteurs sociaux et la mesure des dépenses hors budget d'Etat telles que exécutées dans le cadre de divers plans et programmes sectoriels.</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Agence française de développement (): Note macroéconomique du Mali ✓ Banque africaine de développement (2011): Mali profil du genre pays, décembre ✓ Banque mondiale (2011): Manuel d'analyse des dépenses publiques dans l'agriculture destiné aux professionnels, Rapport Numéro 60015-GLB, mars ✓ Banque mondiale (2013): Mali, Rapport économique bi-annuel, janvier ✓ Annie Bélizaire et Philippe Rouzier (): Les services sociaux de base et les objectifs du millénaire pour le développement en Haïti ✓ Adama Diarra (2013): Coopération Mali – Espagne, plus de 3 milliards de fcfa pour financer le secteur de la santé, journal "L'essor" ✓ Modibo Dolo (2010): Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2011, la crise cachée, l'éducation et les conflits armés, UNESCO, 2011/ED/EFA/MRT/PI/07, juin.
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse documentaire ✓ Rédaction de rapport
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Lois de finances du Mali ✓ Situations d'exécution trimestrielles du budget du Mali ✓ Rapports d'études et de recherche sur les finances publiques au Mali ✓ Documents divers
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le budget total alloué aux secteurs sociaux est passé de 212 milliards de fcfa en 2010 à 171 milliards en 2014, soit une diminution d'un peu plus de 5% l'an. ✓ Le budget d'Etat a augmenté de 5% en moyenne par an entre 2010 et 2013, passant de 1'276 milliards de fcfa à 1'481 milliards de fcfa, augmentation en faveur des autres secteurs qui ont vu leur budget croître en moyenne de 7% en moyenne par

	<p>an contrairement aux budgets alloués aux secteurs sociaux qui ont diminué de presque 1% en moyenne par an.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Que ce soit les prévisions ou les réalisations, la part allouée à la santé n'atteint pas 10% au Mali. Pire, l'on constate une diminution des dépenses de la santé entre 2010 et 2013, soit respectivement 11% pour les prévisions et 9% pour les réalisations contrairement au budget global qui augmente de 5% sur la même période.
Recommandations	<p>Du côté des prévisions</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ augmentation continue entre 2010 et 2014 du budget d'État versus diminution des allocations aux secteurs sociaux ✓ baisse du budget de la santé, avec le retrait des partenaires extérieurs suite aux événements de 2012 ✓ baisse de la part relative du budget de l'éducation dans le total ✓ légère augmentation du budget des secteurs sociaux hors éducation et santé qui représentent moins de 4% des allocations budgétaires totales du pays <p>Du côté des réalisations</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ augmentation des dépenses effectives de tous les secteurs ✓ faible part des dépenses publiques dans la santé, 10% à peine, difficile dans ces conditions d'atteindre les objectifs du PRODESS ou OMD 5 ✓ fort taux d'exécution des dépenses d'éducation et des autres secteurs sociaux comparativement à celui du budget d'État <p>Hors budget</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ financements extrabudgétaires en faveur de la santé et de l'éducation à travers PISE III et PRODESS II

👉 Evaluation des finances publiques de la Tunisie



La mission s'inscrit dans le cadre du projet conjoint IBP-CABRI d'évaluation des finances publiques des pays membres du réseau CABRI. En effet, lors de la 47^e Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement (BAD) en 2012, les ministres des finances et les Gouverneurs des pays membres ont approuvé une déclaration politique sur la bonne gouvernance financière (BGF) publique. Pour mesurer le chemin parcouru, CABRI et IBP ont lancé un programme conjoint de trois ans en vue de respecter les engagements pris pour améliorer la

transparence des finances publiques. Dans ce cadre, le gouvernement de la Tunisie a initié une revue par CABRI/IBP sur la transparence des finances publiques en Tunisie du 26 au 30 mai 2014. La mission, composée de Emilie Gay CABRI, Elena Mondo IBP, Boubacar Bougoudogo, GREAT du Mali, Alassane Samaké, DGB du Mali, Amadou Sangaré, DGB Burkina Faso, Frédéric Nikiema, CGD Burkina, Bernard d'Almeida, DGB du Niger, Oumou Moumouni, AEC du Niger, Christ Paddia, Iles Maurices et Sofiane Fakhfakh, consultant en finances publiques, a eu à rencontrer les services du ministère du développement et de la coopération internationale, de l'Assemblée nationale et du Sénat, des bailleurs de fonds, des organisations de la société civile ainsi que la presse.

Problématique	L'évaluation visait à mesurer le niveau de progrès accomplis par la Tunisie en matière de transparence budgétaire depuis l'assemblée annuelle de la BAD de 2012 où les
---------------	--

	ministres des finances s'étaient engagés à assainir leur gestion des finances publiques
Pertinence politique	La notion de transparence pouvant se définir comme l'accessibilité des informations budgétaires, permet de renforcer la démocratie (la mise en œuvre de la volonté du plus grand nombre dans le respect de certains standards juridiques). Le citoyen pourra donc se faire une opinion de la gestion publique tout en disposant des informations adéquates. Il faut noter que l'objectif premier de la transparence budgétaire est de permettre une gestion saine et efficace des deniers publics, d'où son utilisation comme instrument de renforcement de la démocratie. La logique de transparence s'inscrit dans une optique de soumission de l'exécutif à certaines obligations légales. De plus en plus d'organisations de la société civile internationales et nationales se battent pour une plus grande redevabilité de l'exécutif vis-à-vis des citoyens.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ FMI, (2007a) Code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques ✓ FMI, (2007b) Manuel sur la transparence des finances publiques ✓ Union européenne, Rapport sur les dépenses publiques et la responsabilité financière (PEFA) 2010 ✓ OCDE : Consolider la transparence budgétaire pour une meilleure gouvernance publique en Tunisie 2013 ✓ OCDE, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, examen de l'OCDE du cadre d'intégrité dans le secteur public en Tunisie, 2013 ✓ OCDE, Renforcer l'intégrité en Tunisie : l'élaboration de normes pour les agents publics et le renforcement du système de déclaration de patrimoine, 2013 ✓ OCDE, Analyse du système de contrôle, d'audit et de maîtrise des risques dans le secteur public tunisien : l'exemple des entreprises publiques et des douanes ✓ CABRI, Transparence des finances publiques et participation en Afrique, rapport d'activité 2012 ✓ IBP, Résultats de l'enquête Budget Ouvert de l'IBP 2012 ✓ IBP, Mind the gap : budgets and services delivery, annual report 2013
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Entretiens divers ✓ Visites d'institutions nationales et de structures de recherche ✓ Analyse documentaire ✓ Rédaction de rapport
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dispositions législatives et réglementaires organisant les missions des ministères ✓ Rapports d'entretiens ✓ Rapports d'études et de recherche sur les finances publiques en Tunisie ✓ Documents divers
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un calendrier institutionnel théoriquement précis, mais non respecté qui ne favorise pas le processus participatif dans la préparation du budget ✓ Peu de respect des règles établies pour l'exécution des budgets malgré la mise en œuvre de manuels de procédures de qualité, et en particulier le non-respect des règles limitant le recours aux procédures exceptionnelles de dépenses ✓ Une transparence insuffisante au niveau de l'exécution du budget (statistiques financières) et au niveau des contrôles (rapports de vérification); ✓ Le manque de coordination des structures de contrôle interne et le manque de collaboration entre ces dernières et les structures de vérification externe ✓ La faiblesse des vérifications externes (Cour des comptes et Parlement) sur l'exécution des budgets.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ A la lecture du projet de loi organique, l'équipe de revue recommande de réduire les exceptions au droit d'accès à l'information qui sont listées au chapitre IV de cette loi organique ✓ L'équipe suggère d'inclure dans le projet de LOB la date du 30/09 comme une date limite de transmission du projet de loi de finances à l'autorité législative, ceci ne constitue en aucun cas une contradiction à la disposition constitutionnelle. Cette dernière prévoit une date limite (15/10) qui serait respectée si l'exécutif transmettrait ce projet de loi au plus tard le 30/09 ✓ L'équipe de revue recommande de renouveler l'expérience de 2013 en mettant à la disposition du public et des médias un jeu complet des documents du projet de loi de finances (à titre gratuit et facilement accessible) avant sa transmission pour examen et vote à l'ARP (une assemblée qui sera constituée une fois l'ANC dissoute).

1.4. Pauvreté et privations

👉 Analyse de la situation des enfants au Mali



En 2009, le Recensement général de la population et de l'habitat avait estimé à 47% des 14.5 millions d'habitants la proportion d'enfants de moins de 15 ans dont les 5-14 ans à 29% et donc les moins de 5 ans à 18%, soit aujourd'hui près de 3 millions d'enfants de moins de 5 ans. Pour ces enfants, la nutrition est l'une des trois premières privations. Dans 7 cas sur 9, elle est l'une des deux premières privations et s'accompagne généralement des privations en santé et assainissement. Face à ce fléau, le Plan d'action multisectoriel 2014-2018 vise, entre autres, à assurer à la population le droit à une alimentation adéquate en vue de satisfaire son bien-être et garantir un développement national durable avec comme objectifs, d'ici 2021:

- la réduction de moitié de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de 0-5 ans et d'âge scolaire
- la réduction de deux tiers de la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 0-5 ans et d'âge scolaire (6-14 ans)
- l'élimination durable des troubles liés aux carences en micronutriments (iode, fer, zinc et vitamine A)
- la réduction d'un tiers de la prévalence de l'anémie chez les enfants de 0-5 ans, d'âge scolaire et les femmes en âge de procréer.

Les privations en matière de santé touchent particulièrement les moins de 5 ans. Cela va de la naissance sans assistance médicale à la non immunisation des enfants contre la tuberculose, la poliomyélite, la diphtérie, le tétanos et la coqueluche, la rougeole, l'hépatite B, la fièvre jaune et le tétanos néonatal, en passant par la non protection contre le paludisme et la non utilisation des moustiquaires imprégnées.

Le pays est caractérisé par l'absence de programmes proprement dits de protection sociale pour les enfants quoique ceux-ci bénéficient du système de protection sociale de leurs parents/tuteurs comme les prestations sociales offertes par le régime de sécurité sociale, les prestations maladie-maternité, l'Assurance maladie obligatoire et les prestations du Régime de l'assistance médicale réservées aux personnes classées indigentes et donc profitant aux enfants, quelques services spécifiques de santé gratuits peuvent être considérés comme tels, comme la vaccination contre une douzaine de maladies, les soins antipaludiques gratuits, la distribution gratuite de moustiquaires, la gratuité de la césarienne.

A l'expérience interrompue de la bourse-maman introduite en expérimentation pour la première fois en 2002-2003, dans 9 écoles de Kayes et de Mopti, ce sont les filets sociaux du projet "*Jigisémejiri*" en tant que transferts monétaires aux ménages les plus démunis des communautés souffrant plus particulièrement d'insécurité alimentaire et sous forme de protection sociale de base genre argent-contre-travail qui semblent prendre le relais en matière de protection sociale.

Problématique	<p>En dépit des efforts d'amélioration des conditions de vie et de bien-être des enfants, une proportion encore importante de ceux-ci continue à être confrontée à des privations en matière de santé, de nutrition, d'accès à l'eau, d'éducation, de protection sociale, etc. Les privations en matière de santé touchent particulièrement les moins de 5 ans. La malnutrition, constituant une menace pour la petite enfance, contribue au cycle intergénérationnel de la pauvreté et de l'iniquité y compris dans des zones de sécurité alimentaire. Or, il existe une période critique de 1000 jours (de la grossesse à l'âge de deux ans) où les différentes formes de malnutrition s'installent et ont des conséquences irréversibles en terme de survie et de développement. Aux limites d'accès à l'eau potable (même si le Mali a atteint l'objectif international de 65% depuis 2012 sans pourtant atteindre son propre objectif de 82%) pour encore un certain nombre de ménages se greffent l'utilisation plus restreinte d'ouvrages d'assainissement améliorés (moins de deux ménages sur cinq et trois fois plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain) et la disponibilité encore plus rare du savon et de l'eau pour le lavage des mains (à peine un ménage sur quatre).</p>
Pertinence politique	<p>Diverses données qualitatives et quantitatives ont permis d'établir la situation des enfants au Mali pour l'élaboration d'indicateurs de bien-être des enfants de moins de 18 ans, scindés par tranches d'âge tels que les 0-23 mois, les 24-59 mois, les 5-14 ans et les 15-17 ans. Ainsi, l'on a procédé à une analyse approfondie des différents domaines de droits des enfants (éducation, santé, nutrition, protection sociale et protection de droits, etc.). La situation des enfants ainsi déduite de cette analyse mise en lien avec le contexte général du pays permet d'orienter les politiques publiques d'aide à la survie, à la scolarisation, à la protection contre les violences et abus et à la participation pleine et entière des enfants à la vie de la communauté et de la société.</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Laetitia Antonowicz (2010): La violence faite aux enfants en milieu scolaire au Mali, Education for Change Ltd., août ✓ Banque Mondiale (2014a): La mise à disposition effective de biens et services dans les secteurs sociaux (éducation et santé) – Etude sur les contraintes de gestion des finances publiques et des passations de marché, Bamako, avril ✓ Banque mondiale (2014b): Bureau régional (Mali, Niger, Tchad), Aide mémoire Mali, Mission de soutien à la mise en oeuvre du projet d'urgence sur les filets sociaux (Jigiséméjiri), Mission du 22 au 30 avril 2014, Bamako le 23 juin ✓ Banque mondiale (2014c): Taux d'achèvement de l'école primaire ✓ Banque Mondiale (2011): Mali – Social safety nets, Washington, Human development department, Social protection unit, Africa region, pp. 169 ✓ Bréhima Bérédogo (2002): Etude sur les violences faites aux femmes ✓ Conseil norvégien pour les réfugiés (2013a): Enquête sur les conditions de vie et la situation abri des personnes déplacées internes au Mali, Rapport Bamako, mars
Méthodologie	<p>La méthodologie a combiné:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'analyse documentaire pour décrire le contexte, les indicateurs de niveau de vie des ménages, de bien-être des enfants de moins de 18 ans ✓ le traitement et l'analyse de données d'enquête ✓ Rédaction de rapport
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Données EDSM-V 2012-2013 ✓ Données sur l'enquête nutritionnelle et de mortalité rétrospective ✓ Données de l'EMOP ✓ Données de l'enquête ELIM-MICS de 2010 ✓ Divers rapports sur la situation des enfants au Mali
Principaux résultats	<p>En dépit des efforts déployés jusqu'ici par les ménages comme par les pouvoirs publics et leurs partenaires, beaucoup d'enfants sont encore victimes au Mali de privations diverses de leurs droits:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ En 2013 encore, près d'un enfant sur cinq de moins de 5 ans n'était pas enregistré à sa naissance à l'état civil. Ce chiffre n'intègre pas les régions du Nord quand on sait qu'en 2010, les taux dans ces régions étaient particulièrement plus élevés, trois enfants sur cinq à Tombouctou, un sur deux à Kidal et un sur trois à Gao. ✓ Entre 2006 (EDS IV) et 2013 (EDSM V), le taux d'accouchement assisté par un prestataire formé est passé de la moitié des accouchements à trois accouchements sur cinq et celui de naissance dans un établissement de santé à peu près dans les mêmes proportions ✓ En milieu rural, moins d'un accouchement sur cinq se fait avec l'assistance du

	<p>personnel qualifié. Plus de quatre accouchements sur cinq se font sans assistance ou avec assistance d'un personnel non qualifié</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les enfants les moins souvent vaccinés sont les enfants dont la mère est non instruite (un dixième d'enfants sans aucune vaccination contre un centième pour les enfants de mères de niveau secondaire ou plus) et les enfants venant des ménages les plus pauvres (un cinquième contre un cinquantième) ✓ La malnutrition chronique ou le retard de croissance est la forme de malnutrition la plus répandue au Mali puisqu'elle touche près d'un enfant sur trois (28%) ✓ Au Mali, environ six ménages sur dix ont accès à une source d'eau améliorée (eau de robinet, forage ou puits protégés), à raison de neuf sur dix en milieu urbain contre seulement cinq sur dix en milieu rural ✓ Malgré les multiples politiques dans le domaine de l'éducation et le budget de plus en plus croissant de ce secteur, l'éducation est caractérisé par la baisse de la scolarisation (avec 3 enfants sur 5 admis au premier cycle d'enseignement fondamental en 2014 contre plus de 7 sur 10 cinq ans auparavant), la faible qualité de l'éducation (moins de la moitié de la dernière classe du premier cycle ont un niveau adéquat en français et moins du tiers en mathématiques), une disparité genre en défaveur des filles (3 filles sur 10 achèvent le primaire contre 4 garçons sur 10), l'insuffisance des infrastructures scolaires amenant beaucoup d'enfants à parcourir de longues distances pour accéder à une école et des faiblesses dans la gouvernance de l'administration scolaire (publique comme privée)
<p>Recommandations</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La principale contrainte dans l'accès à la santé de la population en général et des enfants en particulier étant d'ordre financier, il importe au Mali de relever le niveau du budget alloué aux secteurs sociaux, en général et à celui de la santé en particulier pour l'atteinte des 15% requis dans la déclaration d'Abuja fixé comme objectif panafricain ✓ L'accès à l'accouchement assisté par du personnel qualifié est positivement lié au niveau d'instruction de la mère et négativement lié à la pauvreté monétaire d'où l'élaboration et la mise en œuvre de programmes conséquents de formation des femmes et singulièrement l'éducation des filles ✓ Le système national de protection sociale au Mali exclut déjà les actifs du secteur informel, les ruraux et donc la majorité des enfants; il serait important d'imaginer des mécanismes de prise en charge des exclus du système de sécurité sociale ✓ En ce qui concerne l'excision, il faut une rupture de chaîne entre la mère et l'enfant pour espérer son abandon significatif au Mali. Cette rupture peut être alimentée par l'éducation de la jeune fille, l'impact des actions de lutte contre l'excision que mènent les organisations de la société civile et leurs partenaires y compris des organismes internationaux comme l'UNICEF ✓ Pour la promotion des droits des enfants, bien d'instruments internationaux et nationaux de protection de l'enfance existent et doivent être appliqués. Qu'il s'agisse de la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes avec une section portant sur la petite fille, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et la Politique nationale de promotion et de protection de l'enfant du Mali.

1.5. Offres diverses d'études et de recherche

- ☞ Documentation des indicateurs du cadre logique du Programme conjoint MGF/E UNICEF-UNFPA et étude CAP dans 60 villages des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso

Partenaire	Programme national de lutte contre l'excision
Contexte	Dans le cadre de la phase II de son programme d'élimination des mutilations génitales féminines, le Programme national de lutte contre l'excision et ses partenaires entendent contribuer concrètement et significativement à l'atteinte de l'objectif global fixé par la Déclaration inter agences sur l'élimination des MGF, réaffirmée par la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies de 2012, à savoir soutenir les gouvernements, les communautés ainsi que les filles et les femmes concernées en vue de l'abandon des MGF. Aussi, le but de la présente consultation est-il de documenter systématiquement les indicateurs du cadre logique de cette phase II du programme i.e. déterminer l'état actuel de tous les indicateurs contenu dans le cadre de résultats du Programme conjoint.
Questions de recherche	Conformément aux TDR, l'objectif général de l'étude est de renseigner les indicateurs du cadre logique du Programme conjoint pour le Mali afin de servir de référence pour sa phase II couvrant la période 2014-2017. A cela s'ajoute la formulation de recommandations sur les voies et moyens de renseigner les indicateurs sur lesquels l'on ne dispose pas encore d'information afin qu'ils puissent l'être le long de la phase II
Méthodologie	L'étude privilégie l'analyse documentaire et l'enquête sur le terrain. L'analyse documentaire établira tous les indicateurs du programme conjoint tels qu'ils puissent être obtenus de la mise en œuvre de la phase I (2011-2013) en même qu'elle sera mise en contexte national et régionale. L'enquête sur le terrain comprend une enquête quantitative par questionnaire et des entretiens qualitatifs auprès de groupes cibles susceptibles d'aider à mieux comprendre les obstacles aux changements de comportements, d'attitudes et de pratiques vis-à-vis de la problématique des MGF. A cet effet, deux outils distincts seront développés, à savoir un questionnaire et un guide d'entretiens. La population de base de l'enquête sur le terrain est constituée des ménages des 60 communautés villageoises qui seront sélectionnées par le PNLE dans les 3 régions du Programme, à raison de 20 par région. Pour chacune de ces 60 communautés, il sera retenu un échantillon aléatoire de 15 ménages parmi l'ensemble des ménages renfermant au moins une fille âgée de 0-10 ans, soit au total 900 ménages. Au préalable donc la liste des ménages de la communauté avec des filles de 0-10 ans sera établie pour servir de base de tirage des 15 ménages.
Résultats attendus	Il est attendu de cette étude <ul style="list-style-type: none"> ✓ un résumé exécutif ✓ les résultats de traitement de données d'enquête quantitative avec des tableaux et graphiques ✓ les résultats des focus groupes dont les principales cibles auront été les leaders traditionnels et religieux, les autorités administratives et politiques, les organisations de la société civile y compris des communautés villageoises lorsqu'elles existent à ce niveau ✓ des recommandations pour l'atteinte des objectifs de la phase II non seulement pour le renseignement des indicateurs mais aussi pour l'amélioration des stratégies d'intervention.

☞ Augmenter la performance du modèle de prévision du cadre budgétaire à moyen terme

Partenaire	Ministère de l'économie et des finances
Contexte	<p>Le budget d'Etat est établi dans une perspective annuelle, mais par sa directive n°06/2009/UEMOA relative à la loi de finances, l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) a institutionnalisé la programmation budgétaire pluriannuelle. Cette approche budgétaire orientée vers la performance cherche à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ renforcer le système budgétaire selon ses objectifs spécifiques (discipline budgétaire, allocation efficace des ressources, prestation efficace des services publics) ✓ placer le budget dans une perspective pluriannuelle ✓ placer la notion de performance au cœur de toute la procédure budgétaire ✓ obtenir une plus grande responsabilisation des gestionnaires (qui doivent rendre des comptes).
Questions de recherche	L'objectif général de la consultation est d'améliorer l'exhaustivité, la cohérence, le réalisme et la crédibilité du budget. De façon spécifique, elle vise à appuyer la Direction générale du budget en vue d'améliorer son modèle de cadrage budgétaire par le développement de modules plus performants.
Méthodologie	L'élaboration du module de projection des recettes et du module de projection et d'allocation des dépenses se fera en plusieurs étapes. Dans un premier temps, le consultant procédera à un diagnostic de l'outil actuel de prévision budgétaire. Le diagnostic consistera d'abord en une étude détaillée de l'outil, pour en détecter les points forts et les points faibles. Cette étude sera complétée par les points de vue des utilisateurs actuels de l'outil sur ses aspects satisfaisants à garder dans le nouvel instrument de prévision à développer, sur ses aspects non satisfaisants à corriger, compléter et à améliorer selon le cas et enfin sur de nouvelles fonctionnalités souhaitées. Dans un deuxième temps, il sera fait une relecture des hypothèses et des liens entre variables sur la base de la littérature théorique et empirique et sur la base de la connaissance de l'économie malienne, pour une crédibilité renforcée du modèle et une fiabilité des prévisions à réaliser.
Résultats attendus	<p>Au sortir de la consultation, les principaux résultats attendus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ un module de prévision des recettes sur la base des paramètres économiques très pertinents est disponible ✓ un module de prévision et d'allocation des dépenses selon les objectifs des politiques publiques ✓ un manuel d'utilisation du modèle ✓ la formation des utilisateurs du modèle.

☞ L'évaluation de l'impact des programmes de logements sociaux réalisés au Mali pendant la période 2002-2012

Partenaire	Office malien de l'habitat (OMH)
Contexte	<p>L'accès à un logement décent, notamment pour les ménages à revenu modeste, a toujours été une des priorités des pouvoirs publics au Mali. De l'indépendance à nos jours diverses politiques de logement ont été mises en œuvre.</p> <p>A partir de 2002, un vaste Programme de construction de logements sociaux (PROCOLOS), à l'intention des ménages à revenu faible ou intermédiaire, a vu le jour avec deux variantes à savoir des Programmes gouvernementaux sur financement public (Budget national, Budget OMH et appui des Partenaires techniques et financiers) et des Programmes en partenariat public privé (PPP), notamment avec les promoteurs immobiliers privés locaux ou étrangers. C'est dans ce cadre que 7 367 logements ont pu être réalisés à travers tout le pays, dont 6 115 au titre des Programmes gouvernementaux.</p> <p>Le succès des précédents programmes de construction de logements a permis la réalisation de nouveaux programmes pour un total de 2 922 logements au titre du programme gouvernemental et 1700 au titre du partenariat public-privé</p>
Questions de recherche	<p>L'étude a pour objectifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ analyser l'impact des Programmes de construction de logements sociaux réalisés

	<p>sur le plan politique, financier, économique, social notamment en matière d'emploi et de génération de revenus, culturel et technologique ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ analyser l'impact des Programmes de construction de logements sociaux réalisés sur l'atteinte des objectifs de développement urbain au Mali ; ✓ évaluer le montant global des investissements (acquisition de services et de biens) réalisés et les retombées sur les entreprises ; ✓ faire des recommandations visant le renforcement de l'efficacité et de la pérennisation de la Politique en matière d'offres de logements.
Méthodologie	<p>La démarche méthodologique à utiliser comprend 3 étapes à savoir l'analyse documentaire, la collecte de données secondaires et primaires (auprès des ménages et auprès des entreprises dont entre autres les agences immobilières, les bureaux d'études, les architectes) et enfin l'analyse des données collectées. A chaque étape sera utilisée une approche spécifique pour atteindre les objectifs et les résultats attendus de l'étude.</p>
Résultats attendus	<p>Au terme de l'étude, il est attendu la mesure de l'impact des Programmes de construction de logements sociaux réalisés ou en cours aux plans:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ socioéconomique ; ✓ financier ; ✓ socioculturel ; ✓ technologique ; ✓ politique ; ✓ institutionnel. <p>A ces différentes mesures s'ajoute l'analyse critique des coûts de cession des logements aux bénéficiaires des différents Programmes de construction de logements sociaux réalisés par rapport aux coûts effectifs de leur réalisation (mesure de l'efficacité des coûts). Enfin, des recommandations sont attendues en termes de renforcement de l'efficacité et de la pérennisation de la politique en matière d'offres de logements.</p>

☞ **Appui à la mise en place d'outils de suivi-évaluation du FIBANI – Étude sur la situation de départ**

Partenaire	Swisscontact
Contexte	<p>Financé par le Royaume des Pays-Bas et mis en œuvre par Swisscontact, le programme Formation insertion dans le bassin du Niger couvre la période 2012-2015. Ce programme intervient dans les régions de Koulikoro et Ségou et vise à contribuer à l'amélioration des revenus des producteurs agricoles et ruraux des zones concernées grâce à des dispositifs de formation/insertion agricole et rurale performants et adaptés aux besoins du marché.</p> <p>Le programme FIBANI vise la formation professionnelle de courte durée de ruraux actifs, environ 8'000 dans les secteurs porteurs. Il s'articule autour de 2 axes, à savoir, l'appui aux centres de formation de référence et la mise d'un fonds de financement d'actions de formation collectives des ruraux. Le deuxième qui fera l'objet de la présente consultation porte sur l'offre de formation répondant à la demande des ruraux. Au niveau des régions, 14 conseillers relais sont chargés d'analyser les demandes des producteurs afin d'aboutir en des projets de formation/insertion. Ces projets sont remontés au niveau des Conseils régionaux et leur pertinence économique est analysée. A la suite de ce processus, les projets formation/insertion sont financés à travers une convention</p>
Questions de recherche	<p>Comme stipulé dans les termes de référence, l'objectif général de la présente étude est de décrire la situation socioéconomique et professionnelle de départ (avant les formations) des jeunes concernés par les interventions du programme dans les régions de Koulikoro et de Ségou, à partir d'indicateurs pertinents, en vue d'en suivre l'évolution et d'en évaluer les effets.</p>
Méthodologie	<p>Pour atteindre les objectifs de l'étude, la méthodologie générale est celle de la mesure d'impacts de projets sur les bénéficiaires en l'occurrence celle du Programme FIBANI sur les ruraux. Les indicateurs de mesure concernent aussi bien les conditions de vie des ménages que celle des jeunes eux-mêmes et probablement les</p>

	<p>conditions d'exploitation de leurs AGR. Les données nécessaires à cette analyse seront collectées par des enquêtes quantitatives par questionnaires, un auprès des ménages et l'autre auprès des jeunes pris individuellement.</p> <p>L'étude de la situation de départ se fera en les étapes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'échantillonnage ✓ le choix des indicateurs ✓ l'élaboration des questionnaires d'enquête ✓ l'élaboration des outils d'auto-évaluation ✓ la formation des conseillers relais et des formateurs des centres de référence <p>la formation des agents de saisie et l'appui au traitement des données.</p>
Résultats attendus	<p>Les principaux résultats attendus de cette consultation sont ceux inscrits dans les TDR, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la procédure d'échantillonnage du groupe cible et du groupe témoin ✓ l'élaboration des outils d'enquête pour la situation de référence et l'auto-évaluation ✓ la formation des conseillers relais sur les outils d'enquête de référence ✓ la formation des formateurs des centres de référence ✓ l'élaboration d'un masque de saisie et d'analyse de données ✓ des appuis ponctuels.

☞ Evaluation du potentiel de développement économique local – Cas d'une Commune urbaine et d'une commune rurale

Partenaire	MODE
Contexte	<p>Le processus de décentralisation a permis, depuis 1996, de créer des Communes (dont 534 rurales, 132 semi-urbaines et 37 urbaines), des collectivités Cercles et Régions. Ce nouveau découpage administratif du pays a été conçu pour mieux initier et mettre en œuvre des actions de développement en faveur des communautés de base donnant du coup une autonomie avec des droits spécifiques et des responsabilités propres, ce depuis les premières élections communales de 1999. Au-delà de la gestion des affaires courantes par les CTD, ces entités prennent en charge les dépenses d'éducation, de santé et d'hydraulique conformément aux domaines transférés aux collectivités locales par les textes de la décentralisation.</p> <p>Pour jouer ce rôle moteur dans la relance de l'économie locale, la mairie est appelé à renforcer ses propres capacités de gestion municipale, d'organisation des acteurs et de programmation à long terme de la vie de la cité, tout en s'appuyant sur des concertations avec les principaux acteurs locaux avec lesquels elle animera un espace de dialogue et d'interpellation populaire.</p> <p>Sur la base du guide méthodologique simplifié de la démarche Ecoloc, l'on se propose de répliquer dans les communes urbaine et rurale de Koulikoro et Maramadougou. Pour les deux communes, l'on procédera par le diagnostic de la situation économique, politique et social ou profil de l'économie locale.</p>
Questions de recherche	<p>Cette étude a pour objectif la relance de l'économie locale et l'amélioration de la fiscalité dans le cadre d'une nouvelle gouvernance locale mieux informée et plus participative dans les communes de Koulikoro et de Maramadougou.</p>
Méthodologie	<p>La démarche Ecoloc, initiée par le PDM, vise à promouvoir une démocratie de proximité et une citoyenneté fondée sur la responsabilisation et la concertation des acteurs autour de projets de développement local. Dans ce cadre, elle cherche à relever des défis tels que la réduction de la pauvreté, le renforcement du tissu industriel, l'intensification de la production agricole, le relèvement du niveau des ressources financières au profit des collectivités décentralisées et le renforcement des capacités des acteurs locaux.</p> <p>La démarche Ecoloc est un processus participatif en 3 phases successives que sont le diagnostic (y compris le pré-diagnostic), le dialogue et la mise en œuvre du PPDEL. Elle débute par la formation d'un noyau dur en analyse économique locale, en aménagement du territoire et en analyse des peuplements. Ce noyau met à la disposition des acteurs des informations économiques et sociales, spatialisées, permettant de bâtir des stratégies de développement durable dans une dynamique de concertation et de négociation entre acteurs locaux.</p>

Résultats attendus	Au final, l'étude doit apporter des éléments de réponse à des questions telles que : sur quelles bases les élus et les entrepreneurs locaux pourraient-ils ou devraient-ils négocier une stratégie commune afin de relancer l'économie locale ? Dans quels domaines, sous quelles formes et sous quelles conditions la collectivité locale peut-elle et doit-elle jouer un rôle spécifique pour assurer un environnement porteur aux investisseurs locaux, et attractif pour les investisseurs extérieurs ?
--------------------	---

☞ Formation sur les modèles de prévision macroéconomiques

Partenaire	Ministère de l'économie et des finances
Contexte	<p>Outil d'aide à la décision, le cadrage macro-économique est la traduction chiffrée des politiques économiques à court terme tout en respectant les grands équilibres macroéconomiques. Ainsi, la prévision chiffrée et le respect des équilibres sous-tendent une gestion transparente et efficace des ressources financières publiques. En vue d'améliorer la gestion des finances publiques, le Mali a élaboré le PAGAM/GFP, qui est à sa deuxième phase et vise à renforcer la gouvernance économique et financière au Mali. En plus, il s'agira d'assurer la cohérence entre le cadrage macroéconomique, les allocations budgétaires et les objectifs de développement.</p> <p>Le comité de prévision et de modélisation (CPM) créé par le Décret N°03-366/PM-RM du 29 août 2003 a pour mission de "mener et d'harmoniser les travaux de prévision et de modélisation macroéconomique et de procéder à des recherches théoriques et méthodologiques". Ce comité réalise des activités de prévision et d'analyse économique sur la base des comptes macroéconomiques, comptes qui récapitulent les activités du secteur réel, du TOFE et de la gestion monétaire. Les indicateurs associés à ces activités doivent être davantage maîtrisés par les utilisateurs ainsi que par les modélisateurs</p>
Questions de recherche	<p>L'objectif général de la consultation est de former les membres du CPM aux outils et modules de cadrage macroéconomique et de simulation de politique économique. De façon spécifique elle vise à:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ présenter le modèle MME_DNPD ✓ présenter les quatre comptes macroéconomiques (secteur réel, finances publiques, balance des paiements et situation monétaire) ✓ permettre aux membres statutaires du CPM de se familiariser le modèle existant ✓ initier les participants à tout outil pertinent de prévision macroéconomique ✓ former aux logiciels associés e.g. EXCEL, EVIEWS et GAMS ✓ former les membres du CPM aux techniques d'actualisation ou d'intégration des données d'un modèle.
Méthodologie	<p>Sous la supervision de la Direction nationale de la planification du développement (DNPD), GREAT représenté par le professeur Massa Coulibaly, ici désigné par le terme consultant aura pour tâches:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ d'élaborer le module de prévision des comptes macroéconomiques (secteur réel, finances publiques, balance des paiements et situation monétaire intégrée) ✓ d'élaborer le module simulation des politiques économiques ✓ d'élaborer un manuel d'utilisation des modèles ✓ d'assurer la formation des utilisateurs. <p>La formation durera cinq jours avec un exposé sur les modèles, leurs hypothèses et leurs équations et des cas pratiques sur les modules informatiques. Il faut noter que le consultant rédigera un cahier du participant. Cependant, la reproduction de ces cahiers et du manuel d'utilisateurs n'incombe pas au consultant.</p>
Résultats attendus	<p>Au sortir de la consultation, les principaux résultats attendus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la rédaction d'un rapport de formation ✓ le renforcement des capacités des membres du CPM sur le modèle MME_DNPD et sur la modélisation macroéconomique plus généralement ✓ la maîtrise de logiciels de modélisation et de prévision macroéconomique ✓ la rédaction d'un manuel d'utilisation des modèles.

☞ Etude sur les utilisateurs de drogue injectable dans la commune urbaine de Sikasso

Partenaire	PSI
Contexte	<p>Dans le cadre de la lutte contre l'utilisation de drogues injectables, PSI envisage de mener une étude dans la ville de Sikasso. La ville de Sikasso est le point de jonction de deux routes transfrontalières (Burkina Faso et Côte d'Ivoire). Par ailleurs, elle abrite plus d'une dizaine de sites d'orpaillage traditionnel et d'exploitation minière. Le phénomène de la consommation et de la vente de drogue sur les axes routiers et dans les mines préoccupe à plus d'un titre. L'abus de drogue par certains conducteurs de véhicule est la cause principale de nombre d'accidents de la circulation sur nos axes routiers entraînant de nombreuses pertes en vies humaines. Par ailleurs, il ressort des statistiques de l'Agence nationale de la sécurité routière que deux tiers des accidents de la route sont dus à la consommation des substances psycho-actives. PSI se propose de faire une étude diagnostic de la situation des utilisateurs des drogues injectables dans la ville de Sikasso.</p>
Questions de recherche	<ul style="list-style-type: none"> ✓ la mesure des niveaux de comportement à risque en matière d'IST/VIH/Sida chez les UDI ✓ la mesure des niveaux de connaissances, d'attitudes et de pratique en matière d'IST/VIH/Sida ✓ la cartographie des sites de rencontre des UDI dans la commune urbaine de Sikasso ✓ l'estimation de la taille de la population des UDI dans la commune urbaine de Sikasso.
Méthodologie	<p>Le plan de travail comprend en plus du chronogramme proprement dit des activités, la description sommaire de l'enquête de terrain et l'activité conjointe de double-saisie, d'apurement et de traitement des données. Il est également prévu que GREAT participe à l'élaboration du protocole de recherche et à sa soumission au Comité d'éthique de l'INRSP, activités qui ne rentrent pas en compte dans le décompte de la durée de la consultation.</p> <p>Les outils de collecte de données comprennent le questionnaire en nombre suffisant pour l'enquête, des bics et des blocs-notes et autres GPS pour chacun des agents de terrain. Pour ce qui est du questionnaire, PSI/Mali rendra disponible une première version, laquelle version devra être adaptée puis finalisée et pré testée lors de la formation des enquêteurs et superviseurs.</p> <p>Le déploiement sur le terrain nécessitera 2 équipes de superviseurs/enquêteurs. La norme de travail est fixée à environ 2 UDI par jour et par enquêteur. Les enquêteurs comme les superviseurs seront tous dotés d'un appareil GPS pour le relevé des coordonnées géographiques des sites d'enquêtes. Il est escompté un échantillon d'environ 200 UDI. A ces 10 personnes de terrain, il faut ajouter une personne que GREAT responsabilisera pour tous les aspects protocolaires de cette enquête un peu spéciale pour garantir sa réussite. Ce responsable sera véhiculé et rencontrera les autorités administratives de la commune, les agents de répression du trafic de drogue ainsi que les opérateurs des sites à privilégier tels que les auto gares, les bars et autres maisons closes de la ville. Dans bien des cas, il devra se déplacer avec les deux superviseurs en vue du déploiement futur des enquêteurs sur des sites plus ou moins préparés à l'enquête. Il est en outre responsable du recensement des sites d'enquête et d'entretiens qualitatifs indicatifs pour éclairer les entretiens quantitatifs et documenter toute l'étude.</p>
Résultats attendus	<p>Au total donc, seront remis à PSI/Mali:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la version finale du questionnaire ✓ les deux fichiers bruts de saisie des données sur CSPRO5 ✓ la base de données unique issue de la confrontation et de la correction des deux saisies, cette fois en format SPSS ✓ le programme de traitement des données, toujours sur SPSS ✓ la production des tableaux de résultats en vue de leur insertion et analyse dans le rapport d'étude d'évaluation ✓ le rapport d'étude.

- ☞ Conception d'évaluation d'impact du Programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA) financé par la Banque ouest africaine de développement (BOAD) et mis en œuvre au Mali

Partenaire	3ie
Contexte	<p>Contexte de la proposition</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ crise alimentaire mondiale de 2008 ayant affecté les populations de l'Uemoa ✓ le Conseil extraordinaire des ministres du 28 avril 2008 convient de coordonner les actions au niveau de l'Union en réponse à la crise alimentaire mondiale ✓ en réponse à cela, le PSSA est initié, en tant que contribution de la BOAD à la mise en œuvre du plan stratégique de contrôle de l'inflation et de relance de la production agricole, approuvé par le Conseil des ministres de juin 2008 ✓ PSSA est un nouveau programme d'aide au renforcement de la sécurité alimentaire dans les domaines d'intervention de la BOAD à travers 17 projets dont 3 pour le Mali, à savoir le Projet d'aménagement hydro agricole de Molodo, le Projet d'aménagement hydro agricole de Molodo 1 extension, le Projet de mise en place d'une ligne de refinancement en faveur de Kafo Jiginew au Mali.
Questions de recherche	<p>Objectifs de la stratégie communautaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ lever les contraintes à l'accroissement substantiel et durable de la production agricole en vue de ✓ aboutir à ne maîtrise, à moyen terme, des prix dans l'Union
Méthodologie	<p>Méthode d'évaluation quasi-expérimentale avec contrefactuels pour examiner la chaîne logique causale répondant aux questions</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ qu'est-ce qui marche ✓ pourquoi ✓ comment ✓ à quel coût
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> ✓ contribuer à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaire avec insertion du projet dans le Programme à moyen terme de relance de l'activité agricole ✓ insérer les femmes et les jeunes dans la vie économique et fixer les jeunes à leur terroir ✓ améliorer les revenus des populations bénéficiaires

2. Enquêtes



Quel que soit le type d'enquête, le Rapport renseigne l'objet, les domaines d'investigation, le partenaire de recherche, la période d'enquête, l'échantillon et les principales activités à GREAT assignées.

- ☞ Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité globale

Objet	Rapport sur la compétitivité globale des entreprises 2014-2015 de World Economic Forum
Domaine d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies ✓ Perception globale sur la gouvernance ✓ Infrastructures ✓ Innovation et technologie ✓ Environnement financier ✓ Concurrence sur le marché domestique ✓ Education et capital humain ✓ Corruption, éthique et responsabilité sociale ✓ Environnement ✓ Etc.

Partenaire	World Economic Forum
Durée	3 mois
Période	février – avril 2014
Echantillon	101 entreprises
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Correspondance aux entreprises ✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises ✓ Récupération des questionnaires remplis ✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum

👉 Enquête OBI

Objet	Mesure de la transparence budgétaire : Construction d'indice de transparence
Domaine d'investigation	✓ Processus budgétaire
Partenaire	OBI
Durée	18 mois
Période	Octobre 2013 – septembre 2015
Echantillon	Budget et documents budgétaires
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Recueil de documents auprès du Ministère de l'économie et des finances, de l'Assemblée nationale et de la section des comptes de la cour suprême ✓ Remplissage du questionnaire ✓ Dissémination des résultats auprès des décideurs, de la société civile et de la presse

👉 Enquête Afrobaromètre

Objet	Sondage d'opinion des maliens âgés de 18 ans et plus
Domaine d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Démocratie ✓ Gouvernance ✓ Education ✓ Religion ✓ Insécurité ✓ Réconciliation nationale
Partenaire	Afrobaromètre
Durée	14 mois
Période	Novembre 2014 - décembre 2015
Echantillon	1'200 Adultes
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réunions des stakeholders ✓ Adaptation du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ Saisie et gestion des données sur CsPro ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données ✓ Traitement et analyse de la base des données ✓ Rédaction des rapports thématiques et des communiqués de presse ✓ Dissémination et publication des résultats d'enquête ✓ Publication

👉 Enquête Fafo



Objet	Islamisme au Mali : implications pour les futures politiques publiques
Domaine d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Caractéristiques sociodémographiques ✓ Conflit ✓ Sécurité ✓ Loisirs et référence ✓ Confiance ✓ Gouvernance ✓ Corruption ✓ Religion ✓ Droits et devoirs des femmes ✓ Conditions de vie ✓ Situation économique du pays
Partenaire	Fafo / Norvège
Durée	16 mois
Période	Juin 2014 – septembre 2015
Echantillon	L'enquête a touché au total 1350 individus âgés de 18 ans et plus dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le district de Bamako.
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Finalisation du questionnaire ✓ Reproduction du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Collecte des données sur terrain ✓ Saisie et gestion des données sur CsPro ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement et analyse des données ✓ Rédaction du Rapport d'enquête ✓ Dissémination et publication des résultats d'enquêtes

3. Formation et renforcement des capacités



Durant l'exercice 2014, GREAT a mené des activités de formation et de renforcement de capacités conformément à son programme

d'activités et à son plan stratégique. Ces activités concernent non seulement les formations dispensées par GREAT au profit de ses partenaires et groupes cibles (ateliers de formation) mais aussi les formations suivies par le personnel et les collaborateurs de GREAT pour un renforcement de leur capacité en vue de mener à bien leurs activités quotidiennes.

3.1. Ateliers de formation

☞ Atelier de Formation des journalistes

Thème	Publication des résultats d'enquêtes Afrobaromètre
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentation du site Afrobaromètre ✓ Travaux pratiques de rédaction d'article de presse ✓ Programmation des commandes statistiques ✓ Analyse des données et tabulation ✓ Plans de rédaction des rapports thématiques
Lieu	Hôtel Olympe, Bamako
Période	22 avril 2014
Durée	1 jour
Organisateur	Afrobaromètre et GREAT
Formateur	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Massa Coulibaly de GREAT ✓ Richard Houessou de IREEP ✓ Gérard Guedegbe de IREEP
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations PowerPoint ✓ Bases de données Afrobaromètre ✓ Logiciel Excel
Participants	22 journalistes
Certification	Sans objet

☞ Atelier régional HHA (Harmonization for Health in Africa)

Thème	Renforcement des capacités de la société civile, des parlementaires et des medias dans l'analyse des budgets et le plaidoyer pour la santé de la mère et de l'enfant
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentation de HHA+ objectifs/aperçu de l'atelier/résultats attendus ✓ La santé de la mère et de l'enfant en Afrique de l'Ouest ✓ Redevabilité, planification et budgétisation sensible au genre ✓ Structurer un plaidoyer pour une budgétisation juste et équitable ✓ Les défis pour accéder aux budgets de la santé ✓ Rendre les budgets transparents - expériences et exemples de plaidoyer ✓ Elaboration du Plan national du développement sanitaire et simulation de coûts
Lieu	l'hôtel King Fadh Palace de Dakar

Période	6 – 8 Mai 2014
Durée	3 jours
Organisateur	HHA et ses partenaires
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dr. Alice Soumaré, HHA Secrétariat ✓ Jérôme Pfaffman, UNICEF-Wcaro ✓ Kadi Touré, PMNCH ✓ Dheepa Rajan, WHO ✓ Mbarou Gassama, UN Woman ✓ Roland Koné, Save the Children ✓ Babacar Sarr, International Budget Partnership ✓ Boubacar Bougoudogo ✓ Dr. Seydou Coulibaly, OMS ✓ Thi Minh Phuong, UNICEF-Wcaro ✓ Bakari Coulibaly, Ministère des Finances- Mali ✓ Nathalie Van de Maele, WHO-Geneva ✓ Itunu Kuku, World Vision
Supports	✓ Discussions et échanges
Participants	79
Certification	Sans objet

☞ Atelier de formation sur OBI Madagascar

Thème	Atelier de formation sur l'IBO
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ IBO au niveau International et National et Etapes franchies/ Résultats ✓ Principe et thématiques de l'IBO (Parties du Questionnaire) ✓ Echanges sur le processus budgétaire des EP tenant compte du principe et des thématiques de l'IBO
Lieu	Espace Dera, Antananarivo
Période	10 – 13 Juin 2014
Durée	4 jours
Organisateur	
Formateur	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Boubacar ✓ Tsito et Niaina; MSIS ✓ Ratsihosena et Haja, MSIS ✓ Serge PGDI
Supports	✓ Discussions et échanges
Participants	13
Certification	Sans objet

☞ Atelier de formation en analyse de données

Thème	Analyse thématique de données sur SPSS et techniques de rédaction de rapports d'études
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Choix des thèmes d'étude ✓ Identification de variables et choix d'indicateurs ✓ Création de nouvelles variables ✓ Interface SPSS ✓ Menus SPSS ✓ Programmation des commandes statistiques ✓ Analyse des données et tabulation ✓ Plans de rédaction des rapports thématiques
Lieu	Salle de Réunion de CT/CSLP Bamako
Période	18-29 août 2014
Durée	10 jours
Organisateur	Cellule Technique CSLP

Formateur	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Massa Coulibaly de GREAT ✓ Sira Traoré de GREAT ✓ Aoua dite Saran Dembélé de GREAT
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations PowerPoint ✓ Bases de données EDS_5 ✓ Bases de données MICS/ELIM ✓ Logiciel SPSS
Participants	11 cadres des CPS
Certification	Sans objet

🔗 Analyse budgétaire

Thème	Atelier d'analyse budgétaire au profit des OSC du Burkina Faso
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Introduction au travail budgétaire de la société civile ✓ Le processus budgétaire et ses acteurs principaux au Burkina Faso ✓ Les documents budgétaires clés ✓ Accès à l'information, la transparence et la participation dans le processus budgétaire ✓ Apprendre à lire le budget du Burkina Faso ✓ Calculs budgétaires clés ✓ interprétation et représentation graphique des résultats de l'analyse
Lieu	Tenkodogo (Burkina Faso)
Période	27-31 octobre 2014
Durée	5 jours
Organisateur	Family Care international
Formateur	Manuela Garza, IBP et Hermann Doanio, CIFOEB, Boubacar Bougoudogo, GREAT
Supports	Présentations PPT
Participants	OSC membres du projet MACS de FCI
Certification	Sans objet

🔗 Atelier de Formation en analyse de données sur SPSS

Thème	Analyse thématique de données sur SPSS et techniques de rédaction de rapports d'études
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Choix des thèmes d'étude ✓ Identification de variables et choix d'indicateurs ✓ Création de nouvelles variables ✓ Interface SPSS ✓ Menus SPSS ✓ Programmation des commandes statistiques ✓ Analyse des données et tabulation ✓ Plans de rédaction des rapports thématiques
Lieu	Amphi II et Amphi III de l'INRSP Bamako
Période	17-27 décembre 2014
Durée	10 jours
Organisateur	CPS/Santé
Formateur	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Massa Coulibaly de GREAT ✓ Binta Coulibaly de GREAT ✓ Aoua Saran Dembélé de GREAT
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations PowerPoint ✓ Bases de données EMOP 2011 et MICS/ELIM ✓ Logiciel SPSS
Participants	41 cadres de la Santé, développement social, promotion féminine et PNLE
Certification	Sans objet

3.2. Renforcement de capacités

☞ Afrobarometer Communications Capacity-Building Workshop

Thème	Afrobarometer Communications Capacity-Building Workshop
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Afrobaromètre Round 6 protocole et activités de diffusion ✓ Relations avec les intervenants du bâtiment ✓ Travailler avec les décideurs ✓ La planification des événements de diffusion ✓ Post-disséminations et activités pilotes de communication ✓ Comment tirer le meilleur des médias sociaux ✓ Sélection d'un bon sujet / parler de chiffres à différents publics ✓ Introduction aux modèles Afrobaromètre / Préparation d'une présentation ✓ PowerPoint à l'aide de modèles AB ✓ Préparation d'un AB Dispatch ✓ Préparation d'un document d'orientation ✓ Préparation des communiqués de presse efficaces ✓ Développer des cartes avec l'outil d'analyse en ligne de AB ✓ Présentation des compétences - parler à des publics différents ✓ Présentation de la simulation ✓ Technique d'entrevue efficace ✓ Compétences en matière de pratique d'entrevue ✓ Stratégies de communication en situation de crise ✓ AB Suivi et évaluation ✓ Evaluations / Wrap-up
Lieu	Cape Town
Période	29 – 31 Octobre 2014
Durée	3 jours
Organisateur	Afrobarometer en collaboration avec L'université de Cape Town (UCT), Democracy in Africa Research Unit (DARU), Centre for Social Science Research (CSSR)
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Samantha Richmond ✓ Gerard Guèdègbé ✓ Anthony Wafula ✓ Mina Okuru ✓ Sibusiso Nkomo ✓ Carleen Shoy
Supports	✓ Présentations PowerPoint
Participants	✓ 20 partenaires nationaux dont 1 de GREAT
Certification	Attestation

☞ Ecole Afrobaromètre

Thème	Afrobaromètre Summer School
Modules de formation	<p>de modules relatifs à:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Introduction to Social Statistics ✓ Democracy and Public Opinion ✓ Democratic Accountability in Africa (Gyimah-Boadi) OR Politics and Religion ✓ Corruption from the Grassroots ✓ Comparative Research Design and Comparative Methods ✓ Advanced Social Statistics
Lieu	Cap Town, Afrique du Sud
Période	16 Novembre - 13 Décembre 2014
Durée	4 semaines
Organisateur	UCT
Formateurs	✓ Professeur Rajen Govender

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Professeur Robert Mattes ✓ Professeur Gyimah Boadi ✓ Professeur Shaheen Mozaffar ✓ Dr. Caryn Peiffer ✓ Professeur Dirk Berg-Schlosser ✓ Dr Jean Brou ✓ Andre Guéguéhoun ✓ Samantha Richmond ✓ Daniel Moody ✓ Thomas Isbell ✓ Sohyeon Kim
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures ✓ Logiciel SPSS
Participants	49 dont 2 du GREAT
Certification	Attestation de formation

4. Communication et information



GREAT a participé à la 5^{ème} conférence des ministres de l'emploi et de la formation professionnelle de l'espace UEMOA à Dakar du 26 au 28 mai 2014 organisée par l'UEMOA. La conférence était axée sur la mobilité professionnelle et géographique

dans l'espace UEMOA et la situation des pays par rapport à l'ingénierie des métiers.

GREAT a participé à des réunions du Comité de prévision et de modélisation (CPM).

GREAT a pris part à la restitution de l'étude "Relever le défi de l'emploi au Mali" organisée par la Cellule technique CSLP du 11 juin 2014.

GREAT a aussi participé à la réunion du Comité exécutif du réseau Afrobaromètre du 11 au 13 décembre 2014 au Cape Town en Afrique du Sud.

👉 Atelier 1 de dissémination des résultats Afrobaromètre Bamako

Thèmes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La demande pour la démocratie est en hausse en Afrique, mais la plupart des dirigeants politiques ne répondent pas aux attentes ✓ La démocratie malienne se rétablit, le régime militaire suscite encore une admiration
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les PTF ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ Les structures publiques
Date	23 avril 2014
Lieu	Bamako
Animateurs	Massa Coulibaly
Compte rendu	<p>La présentation s'est faite suivant le plan suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La demande de la démocratie ✓ L'offre de la démocratie ✓ La démocratie malienne se rétablit ✓ Le régime militaire suscite encore une admiration

👉 Atelier 2 de dissémination des résultats Afrobaromètre Bamako

Thème	Les maliens veulent un pays uni et que Justice soit faite au lendemain du conflit
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les PTF ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ Les structures publiques
Date	16 mai 2014
Lieu	Bamako
Animateurs	Massa Coulibaly
Compte rendu	<p>La présentation s'est faite suivant le plan suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La redevabilité, ✓ La diversité des crimes, ✓ Les mécanismes endogènes de résolution des conflits, ✓ La justice et la réconciliation, ✓ L'éducation civique, ✓ Le retour de l'administration au Nord, ✓ La possibilité de diffuser les résultats dans les universités et ailleurs

👉 Atelier 3 de dissémination des résultats Afrobaromètre Bamako

Thèmes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'Etat d'esprit des maliens reflète un regain d'espérance ✓ Perceptions populaire des causes et conséquences du conflit au Mali
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les PTF ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ Les structures publiques
Date	29 mars 2014
Lieu	Bamako
Animateurs	Massa Coulibaly
Compte rendu	<p>La présentation s'est faite suivant le plan suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ le rôle des différents acteurs dans le retour à la paix ✓ l'utilisation des résultats des élections au niveau de la DGE et autres structures ✓ les causes du conflit ✓ la proportion des femmes dans l'échantillon

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ la nécessité de la signature d'un accord entre le Mali et les groupes armés ✓ le rôle des institutions pour le retour de la paix ✓ l'explication des concepts de bonne direction, de violence ✓ la suite à donner aux résultats d'enquête en terme de politiques.
--	--

☞ Atelier de mi-parcours de CABRI-IBP

Thème	Evaluation à mi-parcours du projet
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisations de la Société civile (OSC) ✓ Les gouvernements
Date	05 – 06 février 2014
Lieu	Pretoria, Afrique du Sud
Animateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Neil Cole, secrétaire exécutif CABRI ✓ Paolo de Renzio, senior research fellow, IBP
Compte rendu	<p>L'atelier avait pour objet de soutenir les réformes en matière de transparence des finances publiques et de participation en Afrique</p> <p>Les sujets discutés sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la restitution de l'étude de transparence en RDC ✓ les leçons tirées par le ministère du Kenya ✓ le point de la participation des OSC dans le processus budgétaire. ✓ les réformes des finances publiques en RDC ✓ l'amélioration des méthodologies des évaluations ✓ la programmation des évaluations de la Tunisie et du Ghana

☞ Atelier sur le cadrage macroéconomique

Thème	Cadrage macroéconomique 2014-2016
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ DNP ✓ DGB ✓ Partenaires techniques et financiers ✓ Organisations de la société civile
Date	16-17 mai 2014
Lieu	Bamako
Animateur	Massa Coulibaly
Compte rendu	<p>La communication a porté sur la transition fiscale et a abordé les points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La contexte général de la transition fiscale ✓ La structure de la fiscalité ✓ Les déterminants de la fiscalité.

5. Publications

5.1. Les Great_Cahiers

Titre	Les déterminants des dépenses de santé des ménages - ELIM 2010 -
Numéro	47
Date de publication	Janvier – Mars 2014
Auteurs	Salah Mahamane Diallo
Nombre de pages	33 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Analyse de la distribution des dépenses de fête - ELIM 2010 -
Numéro	48
Date de publication	Avril – Juin 2014
Auteurs	Alou Adessé Dama
Nombre de pages	35 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Construction de plaquette ethnolinguistique avec les données RGPH 2009
Numéro	49
Date de publication	Juillet – Septembre 2014
Auteurs	GREAT-INSTAT
Nombre de pages	71 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	L'islamisme dans le Sud du Mali-Implications pour les futures politiques publiques
Numéro	50
Date de publication	Octobre – Décembre 2014
Auteurs	Anne Hatløy, Massa Coulibaly, Liu Jing
Nombre de pages	77 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

5.2. Le Great_Savoir

Titre	Positionnement des acteurs sur les conflits au Mali
Numéro	037
Date de publication	Janvier 2014
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Causes et conséquences des conflits au Mali
Numéro	038
Date de publication	Février 2014
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Regain d'espérance dans l'état d'esprit des Maliens
Numéro	039
Date de publication	Mars 2014
Auteurs	Afro
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Travail des enfants et chômage des jeunes au Mali
Numéro	040
Date de publication	Avril 2014
Auteurs	ANPE
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Estimation et évolution du chômage au Mali
Numéro	041
Date de publication	Mai 2014
Auteurs	ANPE
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Durée du travail et précarité de l'emploi au Mali
Numéro	042
Date de publication	Juin 2014
Auteurs	ANPE
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Auteurs et victimes du conflit du Mali
Numéro	043
Date de publication	Juillet 2014
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Rôles des acteurs du conflit du Nord
Numéro	044
Date de publication	Août 2014
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Processus de paix et de réconciliation nationale
Numéro	045
Date de publication	Septembre 2014
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Appartenance ethnolinguistique des maliens
Numéro	046
Date de publication	Octobre 2014
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Préférence ethnique versus nationale
Numéro	047
Date de publication	Novembre 2014
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	L'Etat et les groupes ethniques
Numéro	048
Date de publication	Décembre 2014
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

5.3. Base de connaissances



Les publications de GREAT sont distribuées, en copies dures, à des partenaires techniques et financiers, universitaires et aux services publics et privés nationaux. En plus, elles sont toutes disponibles, contre une simple

inscription, sur le site web de GREAT (www.greatmali.net) dans la rubrique "Base de connaissances". De même, le "Great_Savoir" est accessible sur abonnement gratuit via le portail du site et en quelques copies dures et on peut aussi accéder aux archives des bulletins (GREAT_Savoir). Les lecteurs de nos publications sont des universitaires et chercheurs, des décideurs politiques, la société civile et des partenaires techniques et financiers.

6. Partenariat



GREAT a bénéficié de l'appui de ses partenaires pour participer à des réunions et ateliers divers aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. On peut citer:

- les réunions du Comité de prévision et de modélisation à Bamako avec le

Ministère de l'économie et des finances

- les réunions sur la campagne mondiale pour la transparence budgétaire organisée par le CAD-Mali
- l'atelier CABRI à mi-parcours du projet sur la transparence des finances publiques à Pretoria
- la tenue de la réunion préparatoire des enquêtes Afrobaromètre avec les principales parties prenantes

- le renforcement de capacité des chercheurs des partenaires nationaux d'Afrobaromètre

Les divers partenaires de GREAT peuvent être sériés en (i) institutions de recherche, (ii) administration publique, (iii) société civile et (iv) partenaires techniques et financiers.

6.1. Institutions de recherche

INSTAT (Institut national de la statistique)	✓ Partenariat multidimensionnel
Afrobaromètre	✓ Dissémination des résultats des enquêtes Afro round 5.5 ✓ Réunion du Comité Exécutif ✓ Ecole d'été Afrobaromètre en Afrique du Sud
FAFO	✓ Enquête sur l'islamisme au Mali
IFPRI	✓ Elaboration de la MCS du Mali
PEP	✓ SITAN (Situation des enfants au Mali)

6.2. Administration publique

DNPD (Direction nationale de la planification du développement)	✓ Formation en Modélisation
CPM (Comité de prévision et de modélisation)	✓ Réunions statutaires du CPM
CSLP	✓ Atelier de formation en traitement de base de données sur SPSS ✓ Atelier de restitution des résultats de l'étude "Relever le défi de l'emploi au Mali"
CPS/santé	✓ Atelier de formation en traitement de base de données sur SPSS
USSGB	✓ Programme de Master en économie quantitative calculable ✓ Révision des projets d'arrêté et de règlement intérieur et leur transmission au Rectorat

6.3. Société civile

CAD Mali	✓ Réunions sur la création d'un cadre multi-acteurs sur les services sociaux de base ✓ Réunions sur la campagne mondiale pour la transparence budgétaire
CABRI	✓ Atelier de mi-parcours : Soutenir les réformes en matière de transparence des finances publiques et de participation en Afrique
Groupe de suivi budgétaire	✓ Réunions sur la dissémination des rapports de recherche
Presse	✓ Articles de journaux sur les résultats de recherche et les ateliers

6.4. Partenaires techniques et financiers

IBP	✓ Enquêtes budget ouvert (OBI) ✓ Participation aux lancements d'OBI 2014 ✓ Formation en GBO (gestion budgétaire par objectifs) et l'instauration de quelques budgets programmes dans certains départements ✓ Atelier de formation sur l'IBO Madagascar ✓ Formation en évaluation de la transparence des finances publiques et de la participation citoyenne de la RDC
-----	---

UE	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse de la gestion des finances publiques au Mali ✓ Cadrage macroéconomique au Mali
OMS	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Atelier régional HHA pour le renforcement des capacités de la société civile, des parlementaires et des medias dans l'analyse des budgets et le plaidoyer pour la santé de la mère et de l'enfant
PAOSCII	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formation des OSC en analyse budgétaire
FNUAP	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Saisie et traitement de données
Unicef	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Atelier de formation MODA ✓ Analyse du budget social
UEMOA	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formation axée sur l'emploi - La mobilité professionnelle et géographique dans l'espace UEMOA
GIZ	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration de modèles économiques permettant le calcul de l'amortissement des équipements agricoles dans le cadre de l'évaluation du revenu régional
AERC	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Senior Policy Seminar
Family Care international	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Atelier de formation en analyse budgétaire au profit des OSC du Burkina Faso
World Economic Forum	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises
Banque mondiale	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Impact socioéconomique de l'extraction minière sur les communautés locales

7. Fonctionnement institutionnel

En plus des activités menées au cours de cette année, le fonctionnement de GREAT en tant qu'institution avec ses organes et ses instances est tout aussi important pour l'atteinte des objectifs contenus dans le plan stratégique. Statutairement, l'ONG GREAT dispose d'une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations. Le Conseil d'orientation se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activité annuel. Le manuel de procédure révisé sert désormais de référence pour toutes les activités liées à l'administration et à la gestion financière.

7.1. Programmation et responsabilisation des activités

GREAT a pour vocation la réalisation de toute activité de formation, recherche, publication, assistance et promotion de la science et de la culture. L'accent a été mis cette année sur la recherche dans les domaines de la démocratie et gouvernance, évaluation, analyse budgétaire, pauvreté et privations. Quant aux enquêtes, Great a mené les enquêtes Afrobaromètre (sondage d'opinion sur la démocratie, gouvernance et crise au Mali), l'enquête FAFO (l'islamisme au Mali), l'enquête auprès des chefs d'entreprise sur la compétitivité des entreprises et l'enquête sur la transparence budgétaire. Les résultats de recherche sont publiés via le site Internet de GREAT (www.greatmali.net), "Les GREAT_Cahiers", "La GREAT_Formation", "La GREAT_Data", "Le GREAT_Savoir" et "Les GREAT_Livres". Toutes ces publications sont distribuées à des partenaires aussi bien publics que privés. Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements (Administration et finances, Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication). Chaque département a à sa tête un responsable qui assure en même temps des tâches de

chercheur. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, ce tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations. La Direction exécutive et le Conseil d'orientation se sont tous engagés à s'investir pour que GREAT ait accès au financement public.

7.2. Réunions statutaires

Le Conseil d'orientation s'est réuni le 27 septembre 2014 sous la présidence du Directeur exécutif de GREAT, président du Conseil. Pour diverses raisons depuis 2012, le Conseil d'orientation n'a pas pu se réunir plus tôt. L'ordre du jour portait sur l'examen et la validation du Rapport d'activités de l'année 2013 et du Programme d'activités 2014 et les divers. Durant l'année 2014, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux. Les réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou soit en instance d'exécution.

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 12 ateliers de 5 jours environ chacun qui se sont tenus durant l'année 2014.

7.3. Manuel de procédure

Le nouveau manuel de procédures administratives, financières et comptables est désormais l'outil de référence du groupe, bien sûr adaptable au fur et à mesure de l'évolution de ses activités. Il examine entre autres, le budget, les achats, la caisse, la paie, les prêts au personnel, les impôts et taxes, les immobilisations et la comptabilité générale.

Le budget

Le principe de présentation du budget (en tant qu'outil estimatif des moyens nécessaires à l'exécution des objectifs annuels du groupe) repose sur la définition des rubriques indispensables comme les investissements, le programme de recherche, le fonctionnement du groupe, les imprévus, etc.

Les achats

Pour les biens consommables et les fournitures, GREAT constitue une banque de prix de sorte que les achats soient effectués dans les conditions les plus favorables. Toute demande d'achat ou de service fait ainsi l'objet de concurrence libre et loyale.

☞ La caisse

La caisse est tenue par le comptable qui joue à cet effet un rôle de caissier. Elle est approvisionnée en fonction des prévisions de dépenses avec observation d'un certain nombre de principes dont:

- approbation préalable de toute opération de caisse au moyen d'une demande d'avance de caisse
- protection des espèces dans un coffre-fort auquel une seule personne a accès
- des contrôles inopinés et documentés de caisse
- des rapprochements réguliers entre solde physique des espèces en caisse et des bons de caisse d'une part et solde théorique au moyen de la fiche de comptage de la caisse d'autre part.

☞ La paie

Pour la paie du personnel, le comptable prépare une fiche de paie par agent et les transmet au Directeur exécutif pour signature. Après paiement, l'agent signe, une copie est faite pour archivage par le comptable, l'original est remis à l'intéressé.

☞ Prêt au personnel

En dehors des bons de caisse, il peut être accordé à chaque agent qui le sollicite un prêt sans intérêt dont le montant ne peut excéder la somme totale des mensualités de remboursement. La mensualité de remboursement est plafonnée à 20% du salaire net. Le remboursement intégral du prêt doit intervenir avant la clôture de l'exercice comptable, soit le 31 décembre de l'année. La mensualité est prélevée par retenue directe sur le salaire dû, le reste dudit salaire étant versé à l'agent endetté.

☞ Impôts et taxes

Les pièces comptables d'impôts et taxes sont reçues en même temps et suivant les mêmes procédures que les pièces de salaire pour les impôts sur salaire. Leur saisie informatique est faite dans le journal des opérations diverses avec un code analytique saisi à l'écran au niveau des charges. Le paiement des impôts et taxes est directement imputé avec les pièces de trésorerie (caisse ou banque). En fin d'exercice, les déclarations d'impôts sont rapprochées des comptes d'impôts et les ajustements nécessaires faits.

☞ Les immobilisations

Les pièces d'acquisition d'immobilisations sont reçues de la même manière que les pièces d'achat (facture, bordereau de réception, bon de commande, contrat ou marché).

☞ Comptabilité générale

Les documents comptables obligatoires sont ceux imposés par la loi pour une plus grande transparence. Ce sont :

- ✓ le livre journal, tenu au jour le jour
- ✓ le grand livre

- ✓ la balance
- ✓ le livre d'inventaire, coté et paraphé tout comme le livre journal
- ✓ tous les états découlant du SYSCOA à savoir le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et des emplois, l'état annexé et l'état supplémentaire.

La comptabilité du Groupe est entièrement informatisée, tenue sur le progiciel SAGE COMPTABLE.

8. Suivi budgétaire

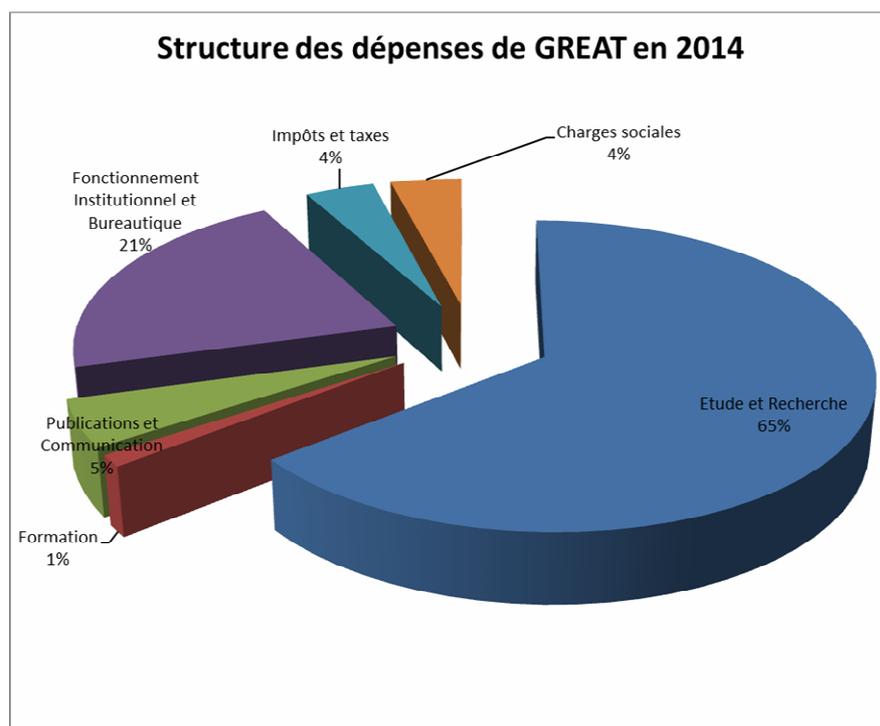
8.1. Système de gestion

Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SAGE COMPTABLE. Il permet de:

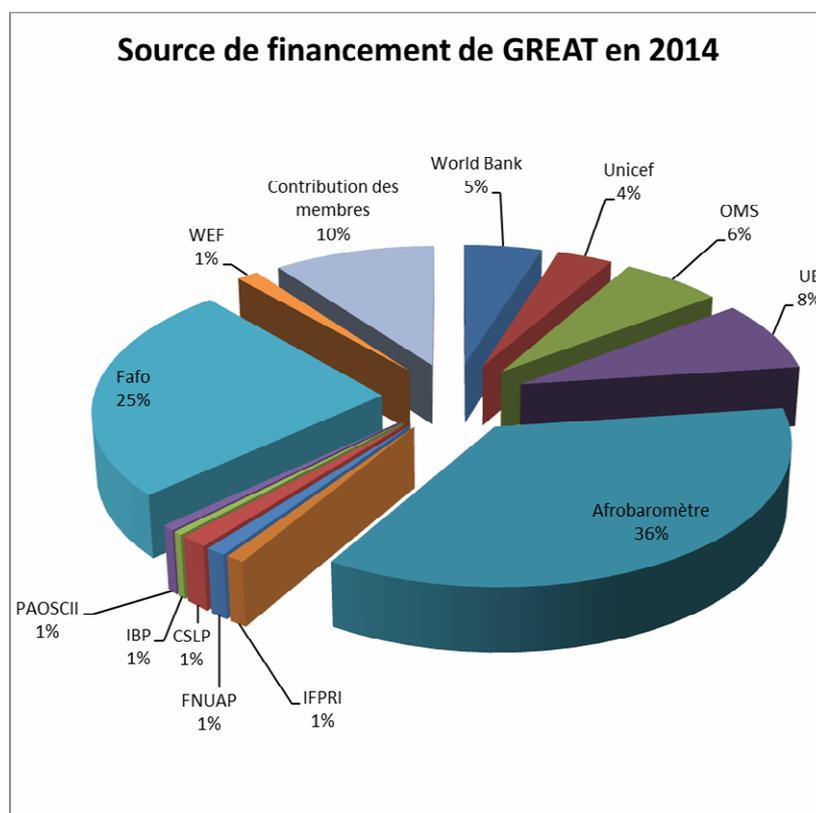
- enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget
- faire des prévisions et projections
- évaluer les besoins de trésorerie
- établir un rapport financier à tout moment.

Le suivi budgétaire est une application qui permet de mémoriser les éléments de chaque poste budgétaire. Toutes les opérations de dépenses et de versement peuvent être régulièrement enregistrées et le solde établi à tout moment pour chaque ligne budgétaire et selon les sources de financement.

8.2. Structure des dépenses



8.3. Sources de financement



9. Programme d'activités 2015

Le programme d'activités de 2015 est élaboré dans un contexte de consolidation des acquis de nos expériences. Il s'insère également dans le prolongement des domaines identifiés au cours de 2014.

👉 Programme prévisionnel d'activités

1. Etudes et recherches	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rapports Fafo ✓ Rapports Afrobaromètre Round 5.5
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> ✓ OBI Indice de transparence budgétaire du Mali
Analyse budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Budget communal
Emploi	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Indicateurs du marché du travail ✓ Problématique de l'emploi des jeunes au Mali (RGPH 2009)
Evaluation d'impacts	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Evaluation d'impact de projet agricole ✓ TEC-CEDEAO ✓ Compétitivité des entreprises ✓ Evaluation d'impact de projet de santé
Régionalisation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le revenu régional
2. Enquêtes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Enquête OBI ✓ Enquête sur la planification familiale ✓ Enquête agricole ✓ Enquête sur la compétitivité des entreprises ✓ Entretiens avec des partenaires de l'administration publique et de la société civile
3. Formation et renforcement de capacités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formation en anglais ✓ Renforcement de capacités des OSC ✓ Ms Project ✓ Logiciel d'échantillonnage ✓ Inscription et poursuite en thèses de doctorat ✓ SPSS ✓ Analyse budgétaire ✓ Ecoles Afrobaromètre en science politique et en communication ✓ Formation en techniques de prévision macroéconomique ✓ Formation en économétrie des assistants de l'Université de Bamako
4. Communication	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Actualisation de la "Base de connaissances" de GREAT ✓ Plaidoyer pour la transparence budgétaire ✓ Dissémination des résultats Afrobaromètre 5.5 ✓ Conférences et colloques sous-régionaux, régionaux et internationaux
5. Publications	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 4 numéros de "Les Great_Cahiers" ✓ 6 numéros de "La Great_Formation" ✓ 12 numéros de "Le Great_Savoir"
6. Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> ✓ OMS ✓ INSTAT et CPS ✓ Afrobaromètre ✓ DNPD ✓ FAFO ✓ PEP ✓ CPM (Comité de prévision et de modélisation) ✓ CSLP ✓ USSGB ✓ OSC ✓ CABRI-IBP ✓ UE ✓ FNUAP ✓ World Economic Forum ✓ Banque Mondiale
7. Fonctionnement institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise à jour du plan stratégique ✓ Réunions régulières des instances

👉 Tableau de bord 2015

	Thèmes	Délai	Responsable	Observations
Etudes et recherche	Rapports Afro 6			
	Corruption	Octobre	FK	
	Perceptions populaires de la justice	Octobre	MC	
	Crise du Nord	Fin Août	FK	
	Monde du travail	Fin Août	FS	
	Problèmes de développement	Octobre	MC	
	Genre et activisme civique et politique	Octobre	DD	
	Démocratie et Alternance	Septembre	BB	
	Distribution géographique des infrastructures et services	Novembre	FK	
	Pratiques religieuses	Fin Août	DD	
	Demande et offre de gouvernance	Septembre	BB	
	Le citoyen face à la fiscalité	Libre	FK	
	Perceptions du rôle de la Chine	Novembre	FS	
	Répartition ethnolinguistique	Novembre	BC	
	Condition de vie des citoyens	Septembre	BC	
	Perceptions croisées de l'intégration	Libre	MC	
	SOR de R6	Juin	FS	
	L'opinion sur la presse	Libre	BB	
	Disséminations	Septembre-novembre	BD	
	Publication du livre Afro	Janvier-Décembre	MC	
	Impact du TEC CEDEAO	Novembre	MC	
	Indicateurs du marché de travail	Fin Août	MC	
	Compétitivité des entreprises	Novembre	BB	
	Cadrage macroéconomique et financier	Mai	FK	
	MCS	Septembre	BC	
	Extraction minière	Février	MC	
Analyse du budget communal	Juin	MC		
Problématique de l'emploi des jeunes RGPH 2009	Novembre	FK		
Modélisation de l'amortissement	Mai	BB		
Préparatifs de Jds	Sept2015-Février2016	BB		
Rapport d'enquêtes diverses	Mai	BB		
Enquêtes	Enquêtes santé	Avril	BC	
	Nettoyage de bases de données	Mai -Juin	DD	
	OBI 2015	Octobre	BB	
	OBI tracking	Continue	BB	
	Dissémination	Septembre	FS	
	WEF	Avril	BC	
	Enquêtes sociales	Juin	FK	
Forum	Anglais Bamako	Septembre-Décembre	FS	

	Anglais Accra	Libre	MC	
	Renforcement de capacités des OSC		BB	
	Formation des OSC en analyse budgétaire	Mars	BB	
	Techniques de cadrage macroéconomique	Mai -Juin	FK	
	Formation en économétrie	Libre	FK	
	Thèses	Septembre	FK	
	Eviews (GREAT)	Novembre	MC	
	Ms Project (3 jours) / Excel (2 jours)	Novembre (5 jours PAG et/ou Afro)	BB	
	Echantillonnage informatique	Novembre (3 jours)	MC	
	Ecole Afro	Juillet	DD	
	Formation analyse budgétaire	Juin	MC	
Capacitation en analyse budgétaire	Décembre	MC		
Communication	Gestion "Base de connaissances"	Novembre	DD	
	Great_Cahiers et Great_Savoir	Décembre	FS	
Publications			FS	
Partenariat			MC	
Congés annuels		Septembre - Décembre	BD	
Suivi d'exécution des activités			DD	
Rapport d'activités 2014		Septembre	FS	
Plan stratégique et annexes		Décembre	DD	